

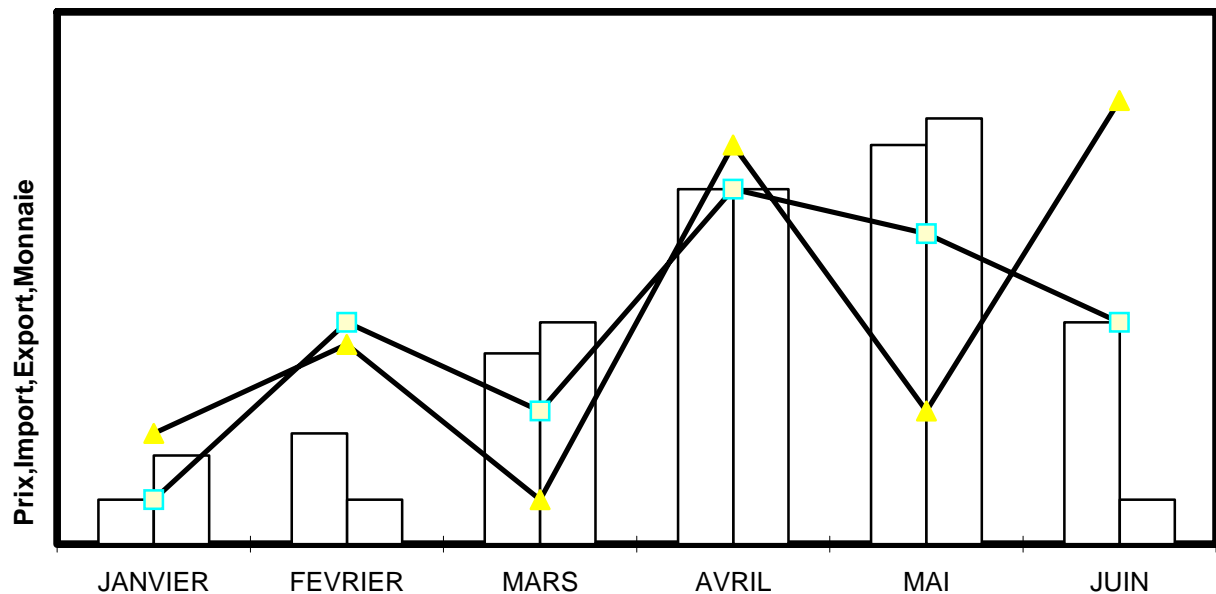
REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
UNITE – EGALITE - PAIX

MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION
CHARGE DE LA PRIVATISATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE

BULLETIN D'INFORMATION ECONOMIQUE

DU 2^{ème} TRIMESTRE DE L'ANNEE 2005



Publication : Direction de l'Economie
Adresse : Immeuble SARIAN Héron B.P 2535 Djibouti
Tèl : (253) 35 28 01 / (253) 35 15 59 - Fax : (253) 35 28 02
Site Web : www.ministere-finances.dj

SOMMAIRE

SYNTHESE

A. L'activité économique nationale au 30 Juin 2005

I. La production énergétique

- 1. La production d'eau courante*
- 2. La production de l'énergie électrique*

II. La Chaîne des Transports et les Télécommunications

- 1. Le transport maritime*
- 2. Le transport aérien*
- 3. Le transport routier*
- 4. Le transport ferroviaire*
- 5. Les télécommunications*
- 6. Le tourisme*

III. La Création d'Activités et l'Emploi

- 1. Le secteur privé*
- 2. L'emploi*

IV. Les prix à la consommation

B. Le Budget de l'Etat au 30 Juin 2005

- I. Le tableau des opérations financières de l'Etat**
- II. Le programme des investissements publics**

C. La situation monétaire au 30 Juin 2005

- I. Evolution des Agrégats Monétaires**
- II. La Contrepartie de la Masse Monétaire**

D. DIVERS

Un aperçu de l'Environnement économique international

SYNTHESE

Au 30 juin 2005, l'activité économique a été marquée par les résultats encourageants de la chaîne de transports, notamment la hausse du trafic portuaire et une amélioration du marché de travail caractérisé par plus de créations d'emplois que de suppressions.

Par ailleurs, on assiste à une augmentation des dépôts bancaires et une tendance à la hausse du crédit à l'économie. L'inflation sujette à la conjoncture internationale, est restée au niveau enregistré à la fin de l'année 2004 (soit 3,3%).

Les projets d'investissements publics ont connu d'importants décaissements (+66%), ce qui laisse présager que le niveau de croissance de 3,5% prévu pour la fin de l'année pourra être réalisé.

De manière succincte, les évolutions sectorielles de l'économie nationale au 30 juin 2005 par rapport à la même période de l'année dernière se présente comme suit :

- ***La production énergétique***

Les productions des deux grandes entreprises publiques du secteur secondaire à savoir l'EDD et l'ONED se sont améliorées respectivement de 11% et de 9% en cette période qui correspond au début de la saison estivale caractérisée par une forte demande.

- ***La chaîne de transports et les télécommunications***

Le trafic portuaire a connu une hausse en volume de ses activités (+6,4% à l'entrée et +21% à la sortie).

Le transport aérien a continué d'afficher des résultats positifs aussi bien en terme de mouvements d'avions (+5,6%), de nombre de passagers (+ 6,4%) que du trafic du fret (+50%).

Le chemin de fer a affiché un regain d'activités puisque le trafic de marchandises en volume a été multiplié par huit sous l'impulsion des importations éthiopiennes dont le volume a été sept fois plus important que celui de l'année dernière.

Le transport terrestre du corridor Djibouti -Ethiopie qui a enregistré 38 042 mouvements de camions est en hausse de 13%.

Le secteur des télécommunications a été marqué par un accroissement de ses activités aussi bien en téléphonie mobile (+41% clients et +46% en trafic) que le réseau Internet (+31% d'abonnés et +46% en connexion téléphonique).

- ***La création d'activités et l'emploi***

La création d'activités a connu une hausse de 40%, tendance soutenue par les secteurs des entreprises de construction et celles de prestataires de services.

Le nombre d'emplois créés au second trimestre 2005 soit 253 emplois reste trois fois supérieur à celui de l'année dernière. D'autre part, le nombre de suppressions (185 emplois) a connu une hausse de 6% au cours de la même période, ce qui correspond à une création nette de 63 emplois.

- ***L'inflation est la situation monétaire***

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,4% sur un trimestre et de 3,3% en glissement annuel. Ce niveau d'inflation est fortement tributaire de la conjoncture mondiale, vu la structure de l'économie djiboutienne.

Les produits qui ont connu des tensions inflationnistes ont été les produits alimentaires (+2,4%), les produits de la fonction Transports (+5%), la fonction Eau, Electricité et Logement (+10%) et la restauration et l'hôtellerie (+3%).

Le secteur monétaire a été caractérisé par croissance de la masse monétaire de l'ordre de 15%, suite à la hausse des dépôts en devises (+25%) et dans une moindre mesure des dépôts en monnaie nationale (+9%).

En contrepartie, on note une tendance à la hausse du crédit à l'économie (+6,5%) et un accroissement des avoirs nets du système monétaire (+15%).

- ***Le budget de l'Etat***

Sur le plan de l'exécution budgétaire au 30 juin 2005, les recettes et dons (19,997 milliards FD) et les dépenses totales (21,458 milliards FD) se sont traduites par un déficit base ordonnancement de 1,461 milliard FD contre un déficit de 252 millions FD au premier semestre 2004.

Néanmoins, les recettes propres (16,832 milliards FD) ont pu couvrir les dépenses courantes (15,458 milliards FD); c'est ainsi que le solde budgétaire intérieur a dégagé un solde positif de 919 millions FD.

A- L'Activité Economique Nationale au cours du 2^{ème} Trimestre 2005

I - La Production énergétique

1 - Production et Consommation d'eau

Statut	2 ^{ème} trimestre 03	2 ^{ème} trimestre 04	2 ^{ème} trimestre 05	Variation sur 1 an
Production (en millions de m³)	3, 392	3, 241	3,556	+ 9,7 %
- Djibouti-ville	2, 911	2, 677	3,083	+ 15 %
- Districts	0, 481	0, 564	0,473	- 16 %
Consommation (en millions de m³)	2, 864	2, 857	2,778	- 2,7 %
- Djibouti-ville	2, 496	2, 488	2,414	- 5,7 %
- District	0, 368	0, 369	0,364	- 1,6 %
<u>Pertes sur le réseau</u> (bimensuelle)				
- Djibouti-ville	32%	25,32%	27 %	- 15%
- District	39%	49,09%	23,25 %	- 40%
Nombre d'abonnés	14 997	15 057	15 412	2,3%

Source : ONED

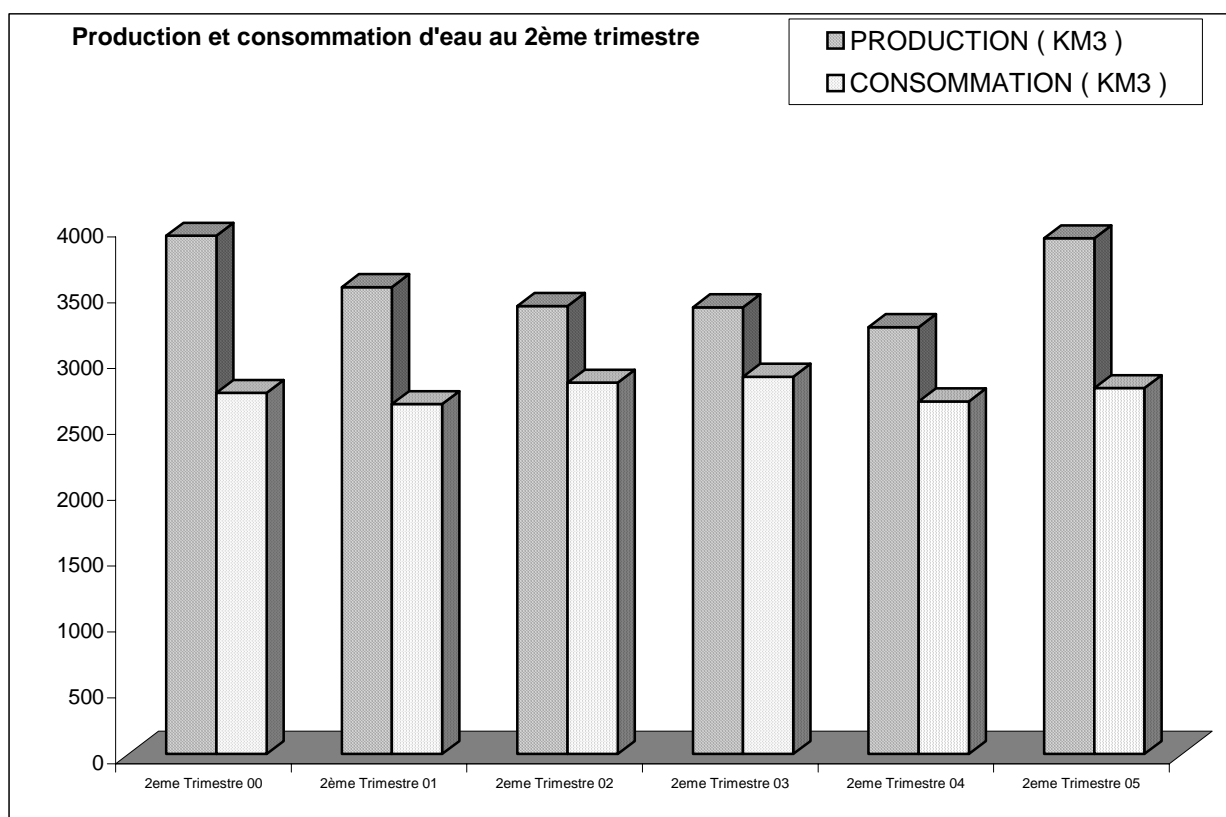
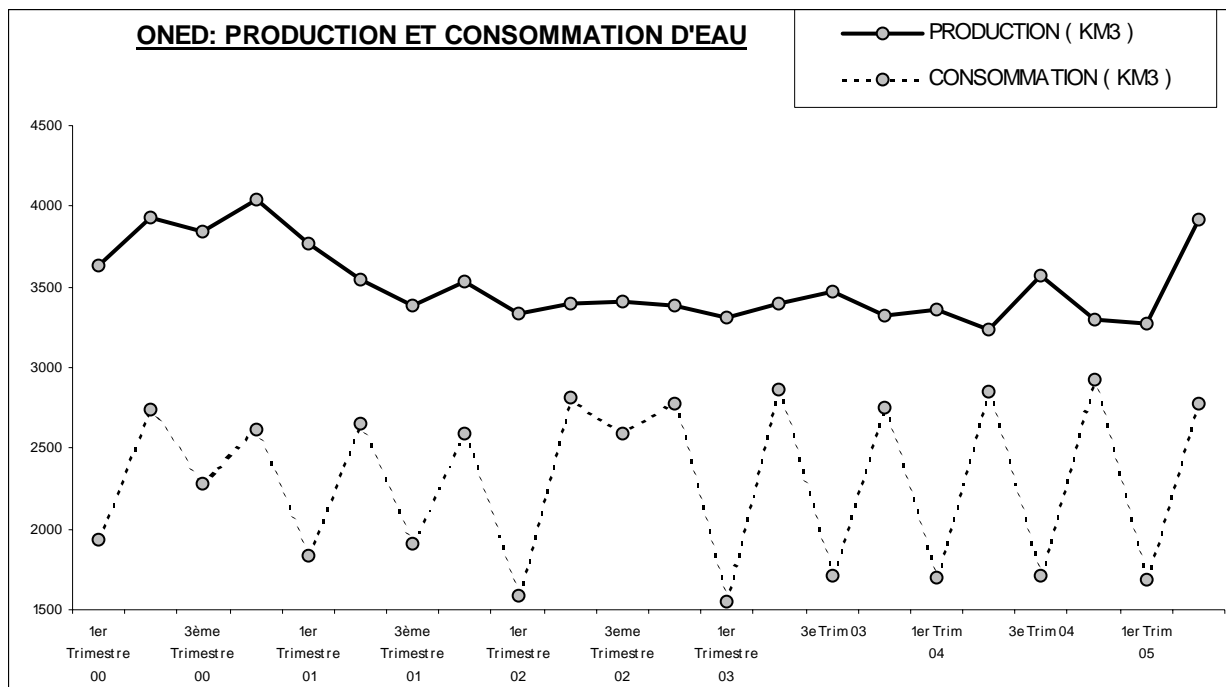
Les résultats de l'ONED pour le 2^{ème} trimestre 2005 en terme de production et consommation d'eau, sont les suivants :

- Le volume de production d'eau courante qui s'élève à 3,556 millions m³ enregistre une hausse de 9,7% au second trimestre de l'année 2005 par rapport à celui de l'année précédente. Le volume de production enregistré dans Djibouti-ville soit 78,7 % de la production connaît une hausse de 15 % alors que celui des Districts affiche une baisse de 16 % au cours de la même période.
- La consommation facturée au 2^{ème} trimestre 2005 s'établit à 2,778 millions de m³ soit une légère baisse de 2,7 % par rapport au volume du second trimestre 2004.

Cette baisse de la consommation est constatée aussi bien dans la capitale (- 5,7%) que dans les districts de l'intérieur (-1,6%).

- Les pertes sur le réseau au second trimestre 2005 s'élèvent à 27 % dans la capitale et 23% dans les Districts. Dans l'ensemble, on note une diminution de ces pertes sur une période d'un an.

- Enfin, l'ONED enregistre une légère augmentation (+2,3%) de son nombre d'abonnées par rapport à celui du second trimestre 2004.



2 – Production et Consommation de l'énergie électrique

Au cours du 2^{ème} trimestre 2005, l'activité de l'Electricité de Djibouti se présente comme suit :

Statut	2^{ème} trimestre 03	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05	Variations Sur 1 an
Energie produite (MW)	71 834	73 917	82 296	+ 11,3%
Energie consommée (MW)	51 302	51 936	55 308	+ 6,5%
Taux de rendement	71,4 %	70 %	67%	-4,3%
Prix moyen du kWh	44 FD	42,6 FD	42,6%	0%
Nombre d'abonnés	31 707	32 517	33 920	4,3%

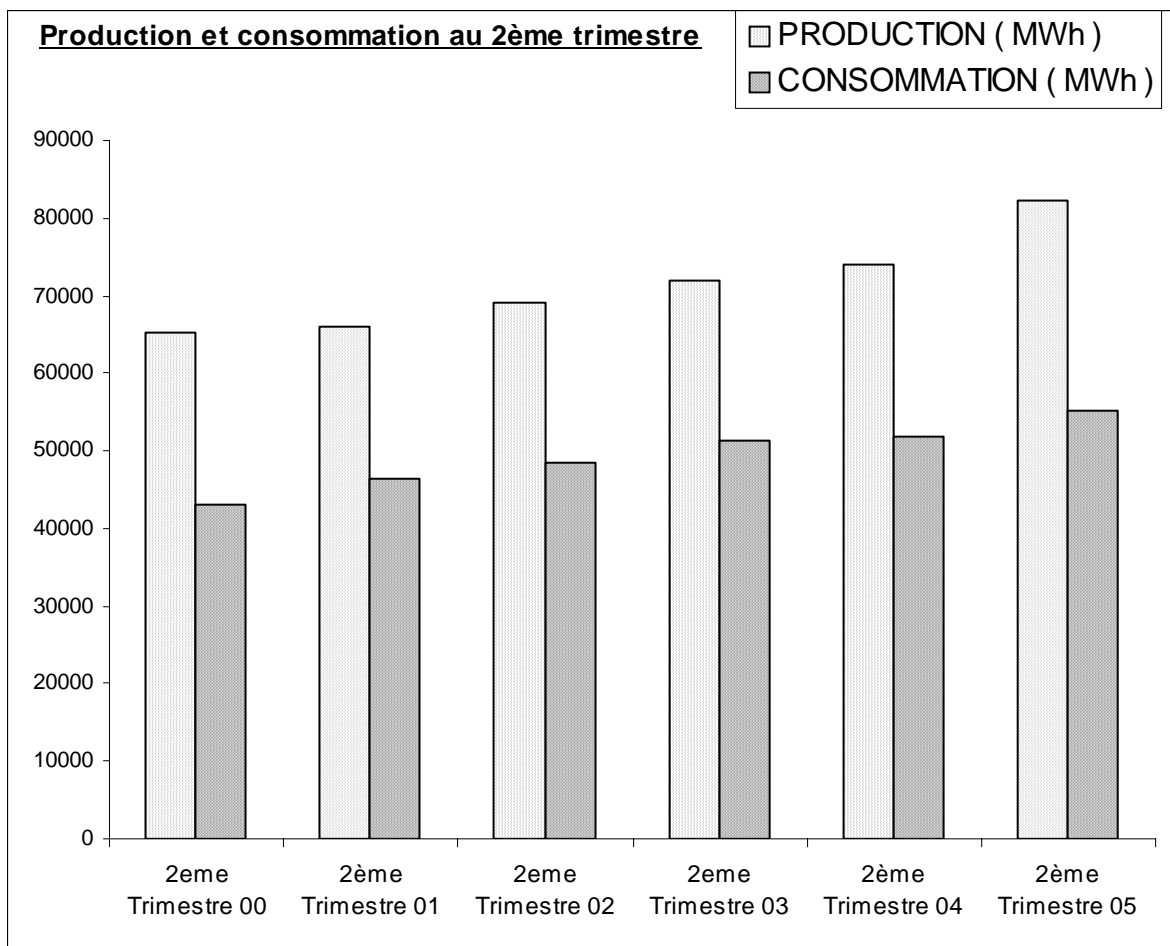
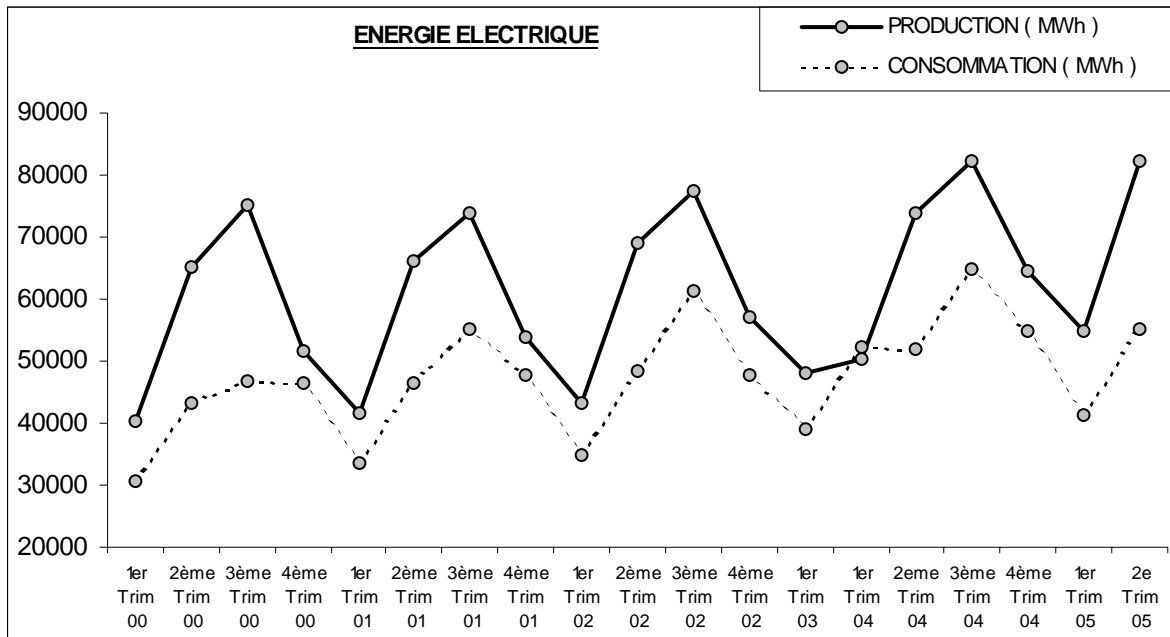
Source: EDD

L'énergie produite par l'électricité de Djibouti durant le 2^{ème} trimestre 2005 s'élève à 82 296 MW contre 73 917 MW au second trimestre 2004, soit une hausse annuelle de 11,3 %.

Quant à l'énergie consommée, elle s'établit à 55 308 MW et enregistre une hausse de 6,5 % par rapport à la consommation de la même période en 2004.

Le taux de rendement (consommation/production) se situe à 67 %, cependant ce taux est inférieur à celui réalisé au second trimestre 2004 (70 %).

Le nombre d'abonnés à l'EDD atteint 33 920 contre 32 517 une année auparavant, soit une légère augmentation de 4,3 %.



II – La Chaîne des Transports et les Télécommunications

1 – Le Transport Maritime

L'activité portuaire en terme de volume de marchandises embarquées et débarquées au cours du 2^{ème} trimestre 2005 a évolué comme suit :

A l'entrée

Statut	2^{ème} trimestre 03	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05	Variations sur 1 an
<u>Marchandises sèches</u>	1 051 534,85	819 009,28	851 484	+ 4 %
- Djibouti	79 228,74	92 856,10	47 642	- 48,7 %
- Ethiopie	804 381,69	715 090,01	790 268	+ 10,5 %
- Somalie	142,02	917,66	47	- 94,8 %
- Transbordement	167 782,40	9 979,51	13 523	+ 35,5 %
<u>Hydrocarbures</u>	352 659,68	364 084,26	407 290	+ 11,9 %
- Djibouti	30 892,84	34 978,00	143 527	+ 310 %
- Ethiopie	321 766,84	329 106,26	263 763	- 19,8 %
Total	1 404 194,53	1 183 093,50	1 258 774	+ 6,4 %

Source : PAID

Le volume de marchandises sèches débarquées atteint 851 484 tonnes contre 819 009 tonnes à la même période en 2004, soit une hausse annuelle de 4%.

Les importations éthiopiennes augmentent de 10,5 % (notamment les produits de l'élevage et de la pêche + 19 %).

Le trafic de transbordement réalise quant à lui une augmentation de 35,5 %, cependant sa part dans le total des marchandises a fortement chuté en passant de 16% à 1,5% sur une période de deux ans.

Les importations djiboutiennes accusent une baisse importante de 48,7% (les importations des Produits des industries alimentaires, Boissons et stimulants ont chuté de 75 %).

Par ailleurs, les importations d'hydrocarbures qui se montent à 407 290 tonnes ont progressé de 11,9 % par rapport au volume importé au second trimestre 2004. Ce résultat est largement influencé par les importations d'hydrocarbures djiboutiennes qui ont été multiplié par quatre comparé au niveau du second trimestre de l'année dernière. En effet, on constate une hausse considérable (+ 156%) du volume du gasoil et produits noirs débarqués en vrac. En revanche, le volume d'hydrocarbures importé par l'Ethiopie qui

s'élèvent à 143 527 tonnes (et représentant 65% du total) a reculé de 19% au cours de la même période.

A la sortie (en tonnes)

Statut	2^{ème} trimestre 03	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05	Variations sur 1 an
Marchandises sèches	265 290,05	186 543,55	226 624,11	+ 21,5 %
- Djibouti	1 811,51	170,15	4 500,13	+ 2545 %
- Ethiopie	94 575,54	125 165,68	172 139,90	+ 37,5 %
- Somalie	10,65	0,00	0,00	-
- R.Transbordement	168 892,35	61 207,72	49 984,08	- 18,3 %
Hydrocarbures	0	0	0	0
Total	265 290,05	186 543,55	226 624,11	+ 21,5 %

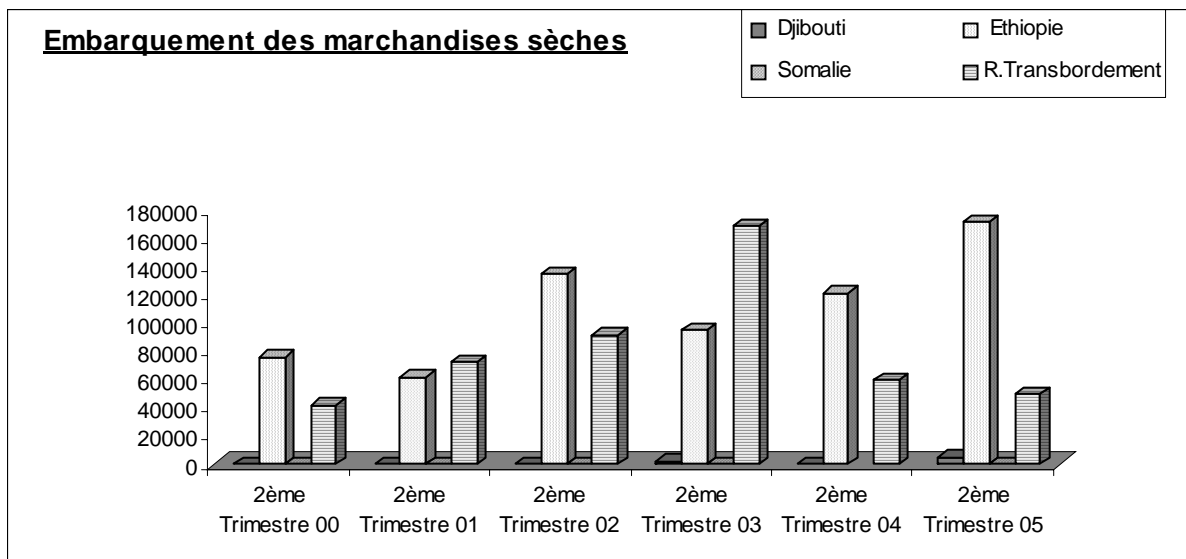
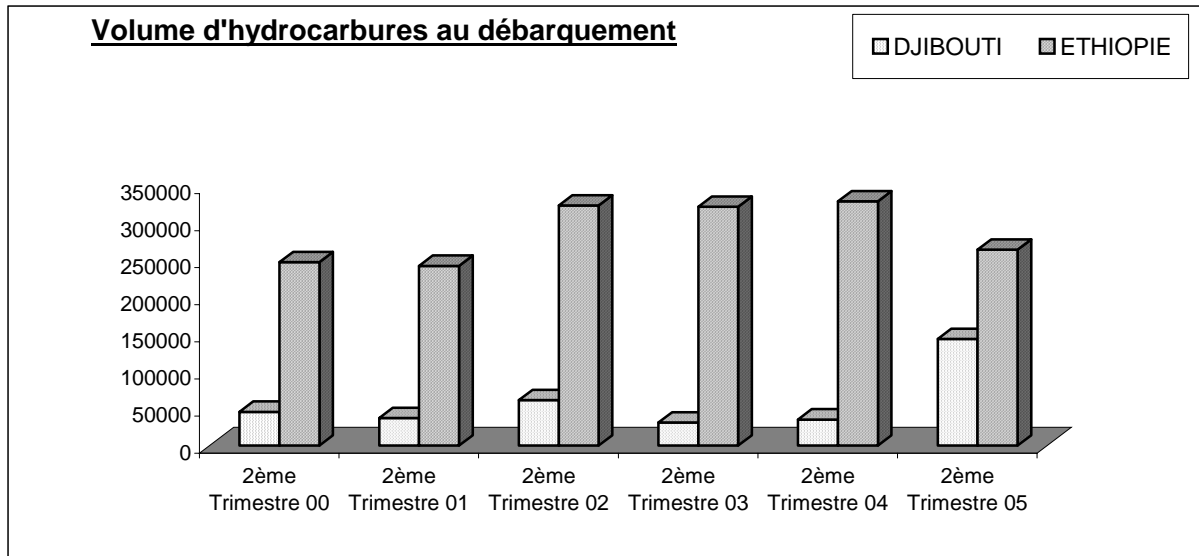
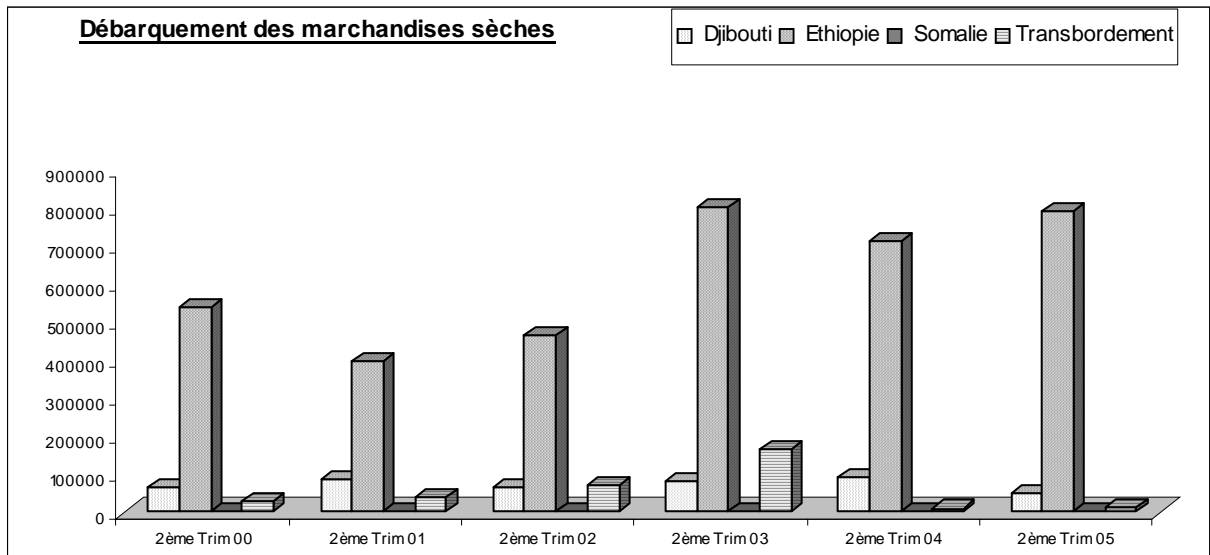
Source : PAID

Avec un volume 226 624 tonnes le trafic à l'export a augmenté de 25% comparé au volume embarqué au second trimestre 2004.

Ce résultat est obtenu sous l'impulsion des exportations éthiopiennes (76% du total) qui se sont accrues de 42% en un an, suite à la hausse du volume des produits agricoles exportés (notamment les céréales et le café).

L'activité de reprise de transbordement qui réalise un volume de 49 984 tonnes (22% du total des exportations) a par contre diminué de 18% par rapport au volume de l'année précédente.

Enfin, le volume des réexportations djiboutiennes (soit 2% du total) a connu une nette amélioration puisque ce volume a été multiplié par 25 comparé à celui du second trimestre 2004. Les réexportations du bétail, et des produits dérivés du pétrole ont largement contribué à ce résultat.



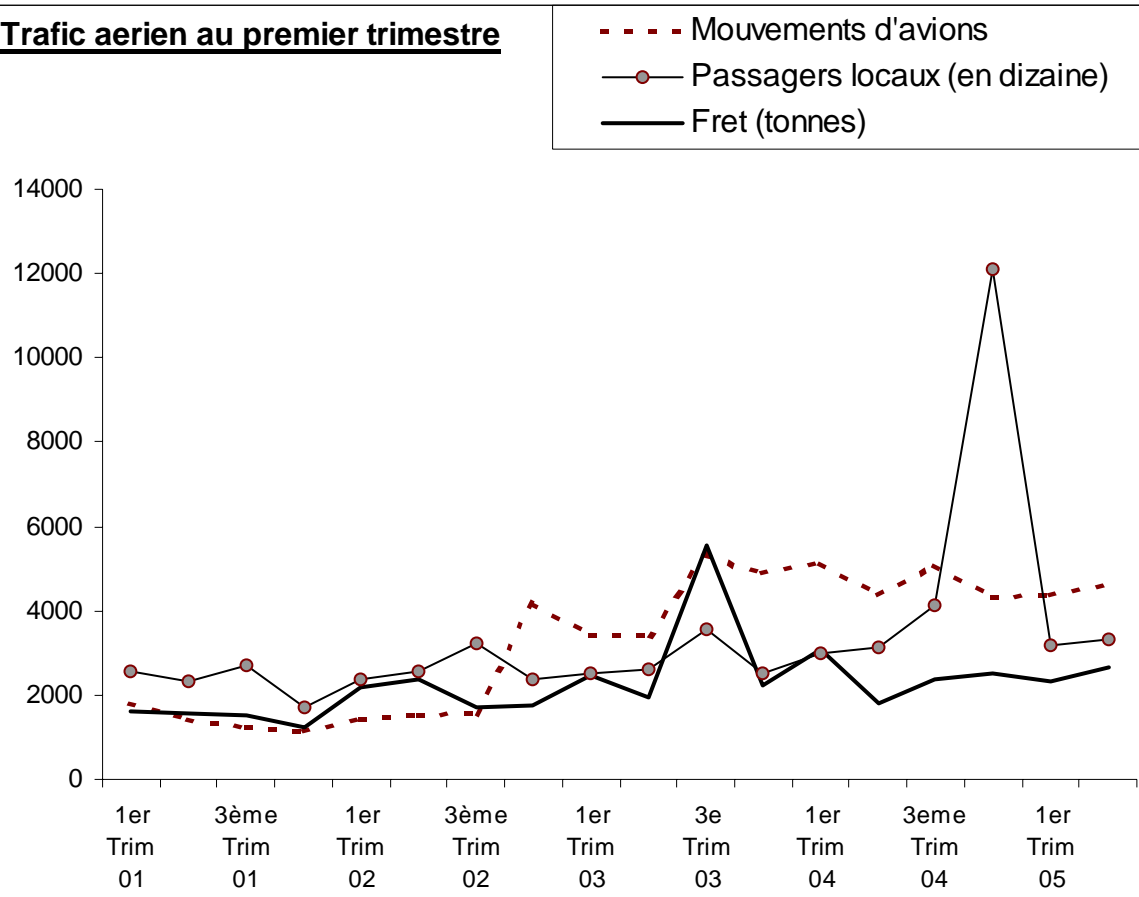
2. Le Transport Aérien

Statistiques du trafic commercial de l'Aéroport International de Djibouti au cours du 2^{ème} trimestre 2005 (arrivées et départs).

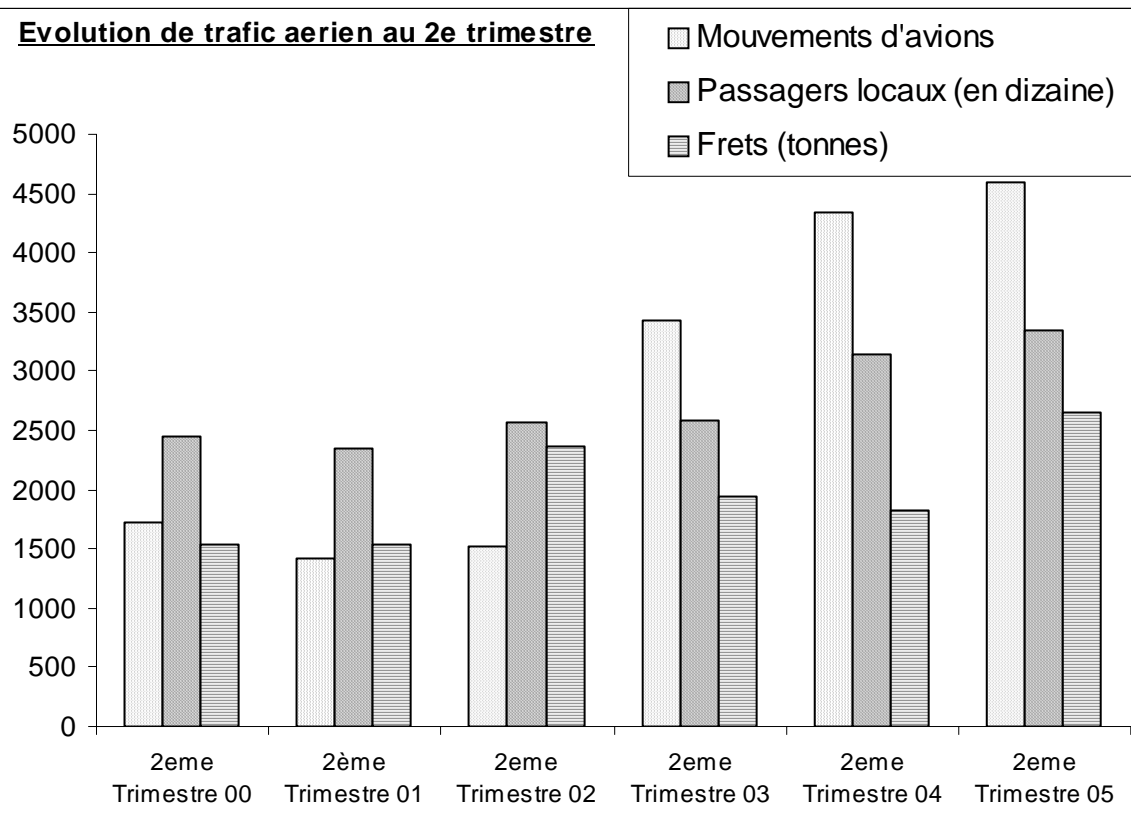
Compagnie	Mouvements d'avions		Passagers locaux		Fret (tonnes)	
	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05
Air France	52	52	4 051	4 266	246,2	211,9
Ethiopian	220	218	4 359	4 656	447,2	575,6
Yemenia	130	132	4 520	6 208	73,04	113,6
Dallo Airlines	400	428	7 212	6 540	298,8	350,6
Djib Airlines	438	398	7 140	6 029	630	601
COTAM	32	28	2 945	1 903	104,3	80,7
ONG	6	1	0	0	0	0
British Airways	54	12	729	57	18,82	0,8
Africa One	0	0	0	0	0	0
Divers	3014	3 164	496	843	0	764,3
Erytrean air	0	104	0	1 354	0	19
Kenya air	0	52	0	1 597	0	16,08
TOTAL	4 346	4 589	31 452	33 453	1 818,36	2 733,58
Variations		+ 5,6 %		+ 6,4 %		+ 50,3%

Source : AID

Trafic aerien au premier trimestre



Evolution de trafic aerien au 2e trimestre



3. Le Transport Routier

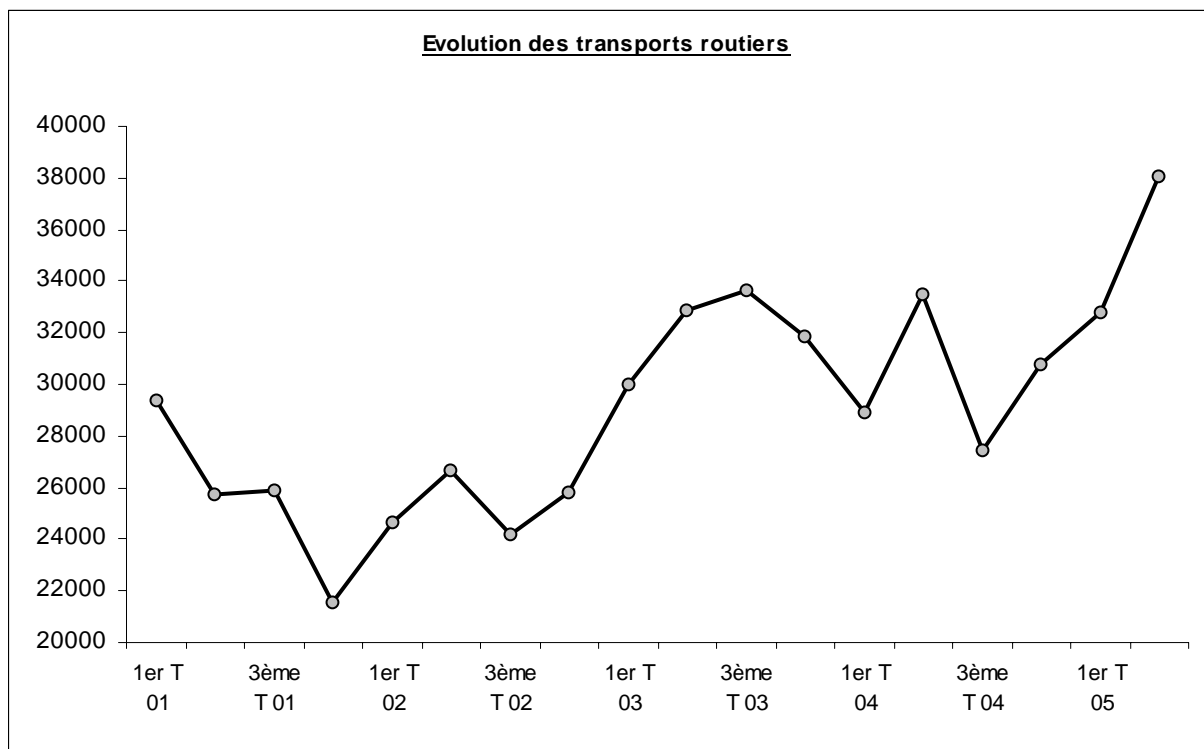
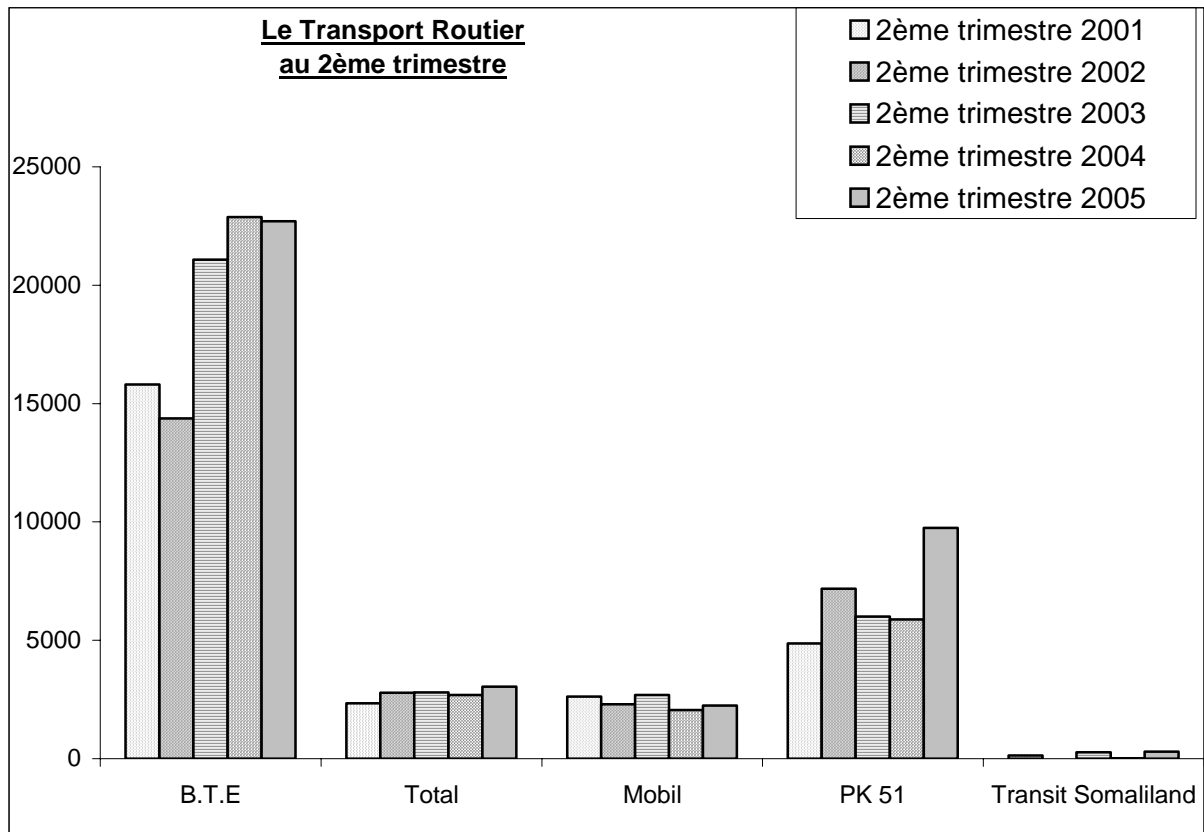
Evolution des mouvements des camions enregistrés par le Fonds Routier

	2^{ème} trimestre 2003	2^{ème} trimestre 2004	2^{ème} trimestre 2005	Variation sur 1 an	Variation sur 2 ans
B.T.E	21 081	22 873	22 700	- 0,7 %	+ 7,7 %
Total	2 804	2 694	3 048	+ 13,1 %	+ 8,7 %
Mobil	2 690	2 056	2 243	+ 9 %	- 16,6 %
PK 51	5 997	5 884	9 753	+ 65,7 %	+ 62,6 %
Transit Somali land	268	19	298	+ 1468 %	+ 11,2 %
Ensemble	32 840	33 526	38 042	+ 13,5 %	+ 16 %

Source : FER

Le trafic de camions à destination de l’Ethiopie qui s’établit à 38 042 mouvements au 2^{ème} trimestre 2005 enregistre une augmentation de 13,5 % comparé à celui de la même période de l’année précédente.

- Les mouvements enregistrés par le Bureau de transit Ethiopeen (BTE) s’élèvent à 22 700 au 2^{ème} trimestre 2005 sont resté presque inchangés (- 0,7%). Ce trafic représente à lui seul 60 % du total des mouvements.
- Le trafic des camions à l’entrée des sociétés pétrolières Total et Mobil qui représentent à eux deux 14% de l’ensemble ont enregistré des hausses respectives de 13 % et 9 % par rapport au trafic du 2^{ème} trimestre 2004.
- Le trafic de camions au Poste du PK 51 qui s’élève à 9 753 mouvements connaît une forte hausse de 67%. Ce trafic absorbe 25% de l’ensemble de mouvements au second trimestre 2005.



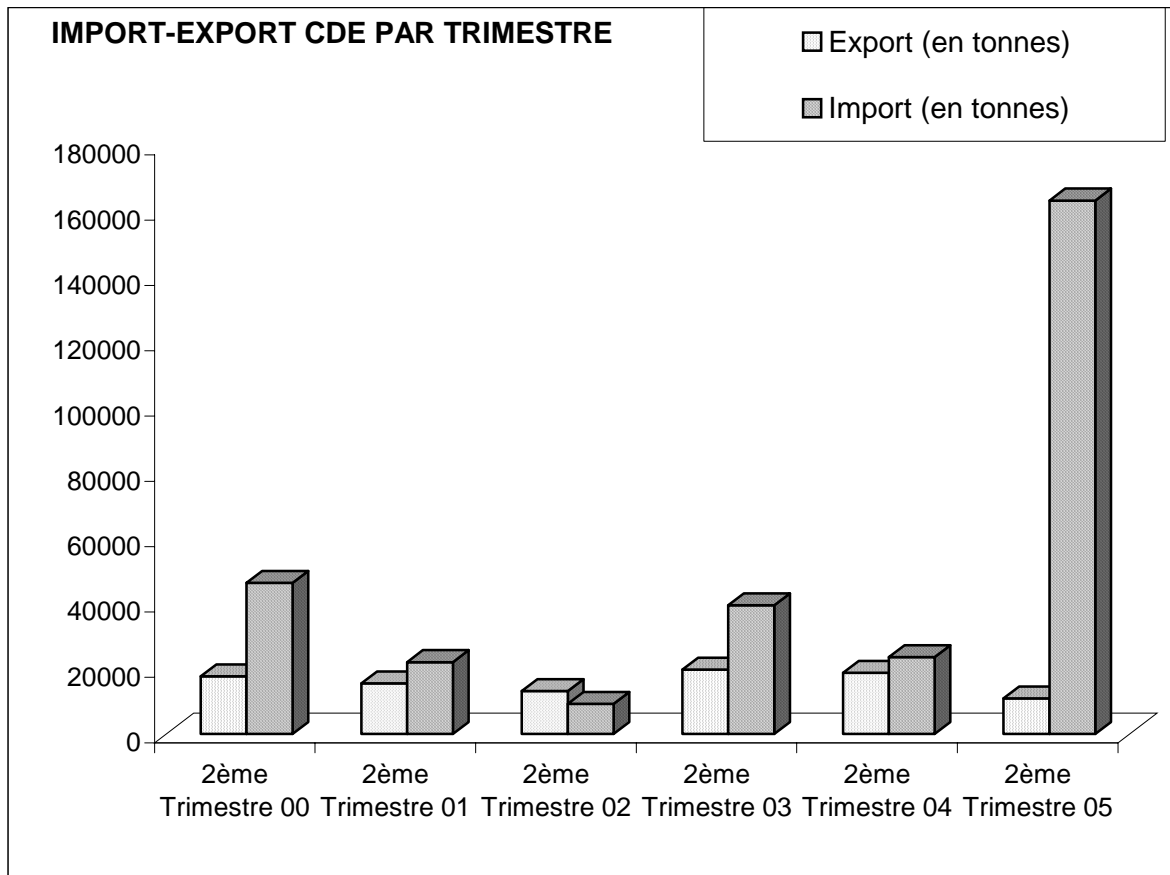
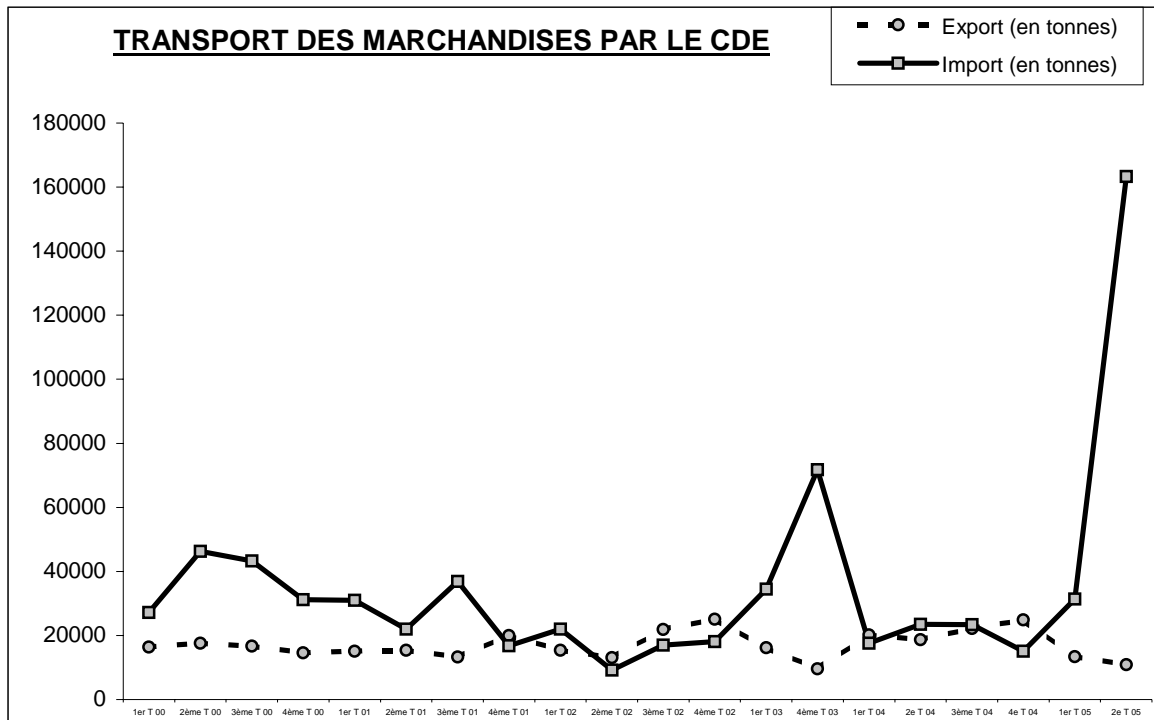
4. Le Transport Ferroviaire Djibouto - Ethiopien

Statut (en tonne)	2^{ème} trimestre 03	2^{ème} trimestre 04	2^{ème} trimestre 05	Variations sur 1 an
Exportations	19 642	18 684	10 873	-42%
Importations	39 333	23 447	163 323	+ 596,5%
Trafic intérieur (éthiopien)	5 933	2 219	179 723	+ 8000%
Total Marchandises	64 908	44 350	353 919	+ 698%
Voyageurs	10 500	6 609	2 625	- 60,3%

Source : CDE

Au cours du 2^{ème} trimestre 2005, le trafic de marchandises du chemin de fer reliant Djibouti à l'Ethiopie qui se monte à 353 919 tonnes enregistre une hausse considérable, puisque son volume a été multiplié par huit de par rapport au trafic au 2^{ème} trimestre 2004.

- Le volume des importations éthiopiennes par chemin de fer qui représente 46% de ce trafic a fortement contribué à ce résultat (+596 %), notamment les importations du Blé et des véhicule ont été les postes qui le plus progressé.
- Cependant les exportations éthiopiennes par train qui s'élève à 10 873 tonnes ont connu une baisse importante de 42 %. Les rubriques qui ont fortement diminué ont été le Café (- 25 %) et les Bestiaux (- 55 %).
- Par ailleurs, le trafic à l'intérieur de l'Ethiopie enregistre une hausse fulgurante de 8 000 % en passant de 2 219 tonnes à 179 723 tonnes d'une année à l'autre. Ce trafic représente 50% de l'ensemble des marchandises acheminées transportées au second trimestre 2005.
- Le nombre de voyageurs qui ont emprunté le train a largement diminué de 60% au 2^{ème} trimestre 2005 avec seulement 2 625 voyageurs enregistré contre 6 609 voyageurs au 2^{ème} trimestre 2004.



5. Les Télécommunications

A la fin du 2^{ème} trimestre 2005, l'évolution du nombre d'abonnés de Djibouti Telecom se présente comme suit :

Services	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004	1 ^{er} semestre 2005	Variation /12 mois
Lignes téléphoniques fixes (30/06/05)	9 863	10 463	11 193	+ 7 %
Abonnés GSM actifs (30/06/05)	20 008	(1) 27 752	39 209	+ 41 %
Abonnés Internet (30/06/05)	1 685	2 395	3 137	+ 31 %
Nombre moyen d'abonnés étrangers en Roaming GSM	Service non disponible	Service non disponible	770	

(1) Environ 4 000 comptes d'abonnés périmés ont été retirés du réseau en janvier 2004 pour libérer des capacités pour des abonnés nouveaux.

L'activité du réseau au cours du 1^{er} semestre est mesurée par les chiffres suivants :

Trafics générés (en minutes) (1)	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2004	1 ^{er} semestre 2005	Variation 12 mois
Par les abonnés GSM actifs	3 291 618	5 063 513	7 392 367	+ 46 %
Connexions Internet (2)	9 292 650	14 640 109	19 960 477	+ 36%

(1) Indicateur non disponible sur le réseau fixe.

(2) Hors trafic généré par les abonnés connectés en haut débit par liaisons spécialisées.

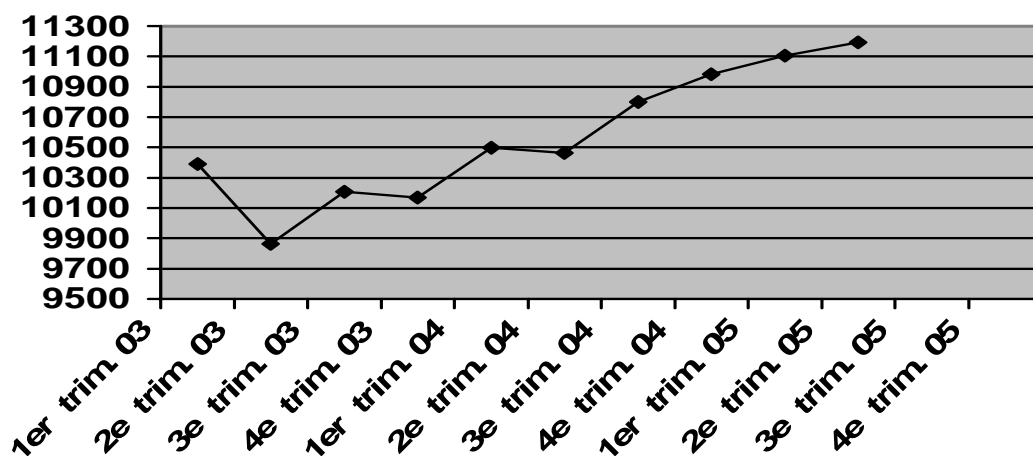
Sur le réseau mobile EVATIS, la croissance sur un an est très forte à la fois en nombre de clients (+41%) et en volume de trafic (+46%). On notera que le volume du trafic croît plus vite que le nombre d'abonnés.

De même, pour les services d'accès à l'Internet, la demande est très forte à la fois en nombre d'abonnés (+31%) et en temps de connexion (+36% pour les connexions par le réseau téléphonique). Il faut souligner que la croissance a été encore plus forte pour les abonnés professionnels raccordés en haut débit par liaison spécialisées, puisque leur nombre a doublé entre juin 2004 (14 abonnés) et juin 2005 (28 abonnés), suite à une adaptation des tarifs en mai 2004.

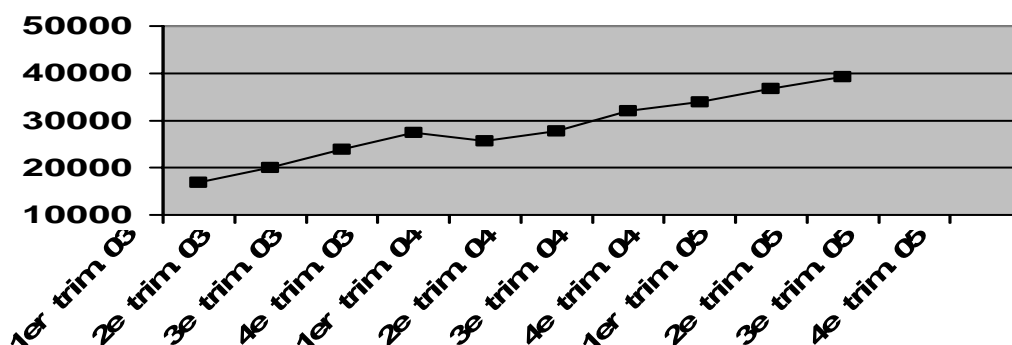
La demande en lignes téléphoniques fixes a repris à un rythme soutenu puisque la croissance s'est établie à 7% sur un an, ce qui est un excellent résultat, compte tenu de la « concurrence » interne avec le téléphone mobile.

Notons que dans la même période, le nombre de cabines téléphoniques privées (service téléphonique mis à la disposition du public par un commerçant privé en contrat avec Djibouti Telecom) est passé de 360 à 615, dont 58 dans les districts de l'intérieur, permettant ainsi à un plus grand nombre de djiboutien d'accéder au service téléphonique à des conditions de coûts raisonnables.

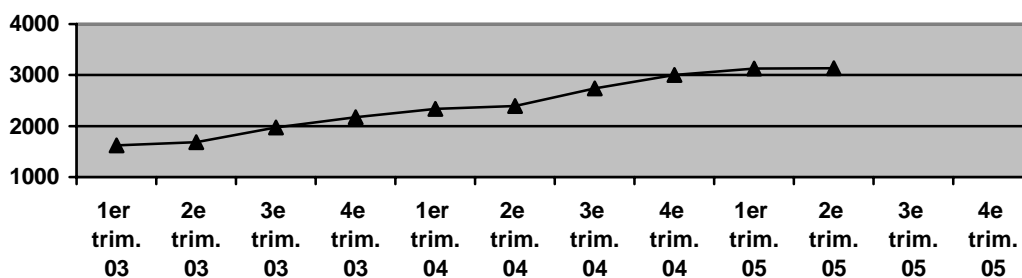
Evolution du nombre de lignes téléphoniques fixes



Evolution du nombre d'abonnés mobiles actifs



Evolution du nombre d'abonnés à Internet



6. Le tourisme

Evolution de l'activité hôtelière au 2^{ème} trimestre 2005

Période	Nombre de Nuitées			
	2002	2003	2004	2005
1^{er} trimestre	17 466	16 043	16 586	17 211
2^{ème} trimestre	20 619	15 663	15 358	15 613
TOTAL	38 085	31 706	31 944	32 824

Source : ONTD

L'activité hôtelière mesurée par le nombre des nuitées vendues a connu une légère hausse de près de 3% au cours de six premiers mois de l'année.

L'Office National du Tourisme (ONTD) a élaboré les stratégies et les mesures visant à améliorer l'image de Djibouti et à renforcer la notoriété de nos produits touristiques. Sans relâche l'ONTD fait une présentation de notre pays et de ses habitants, de ses sites pittoresques et de ses vestiges historiques, de son patrimoine naturel et culturel sur les principaux marchés émetteurs de touristes.

C'est ainsi que l'ONTD a participé à l'Exposition Universelle 2005 qui s'est tenue à Aichi, au Japon au mois de juin 2005. Cette première Exposition universelle du XXI^{ème} siècle a accueilli 122 pays et de nombreuses organisations internationales. Plus de 20 millions de visiteurs se sont rendus à cette Exposition.

L'ONTD a réalisé un stand très attrayant qui a permis de faire découvrir une jeune nation qui magnétise les voyageurs grâce à ses sites géologiques inégalables, son style architectural original, ses fonds marins splendides, sa culture et de ses traditions authentiques.

Grâce à sa participation à l'exposition 2005 d'Aichi, l'ONTD a atteint un double objectif :

1. Promouvoir les opportunités d'investissement (position géostratégique, économie libérale, monnaie à parité fixe avec le dollar US, infrastructures modernes, nouveau pôle économique de Doraleh avec sa zone franche, etc .) ;

2. Faire découvrir une destination touristique qui attire les voyageurs grâce à ses ressources naturelles (fonds marins, sites géologiques...)

Des documents divers tels que des livres, des brochures, des dépliants mettant en valeur les potentialités touristiques et les opportunités d'investissement dans notre pays ont été présentés et distribués sur le stand de l'ONTD.

Un grand écran a diffusé en boucle un DVD présentant les atouts de notre pays et des panneaux explicatifs ont été disposés sur tout le stand. Rédigés en Français et en Anglais ces panneaux ont fourni des informations pratiques à tous les visiteurs.

L'ONTD a aussi réalisé des T-shirts, des fanions et de pin's qui ont été offerts aux opérateurs japonais lesquels ont manifesté un intérêt particulier pour notre pays.

Par ailleurs, l'ONTD est entrain de mettre en place un observatoire local du tourisme pour mieux orienter les politiques et mieux définir les actions afin de mieux mesurer les résultats.

Des enquêtes seront réalisées et permettront de suivre l'évolution des caractéristiques principales des touristes (nationalité, motif du séjour, durée et lieu de séjour, dépenses moyennes, etc.).

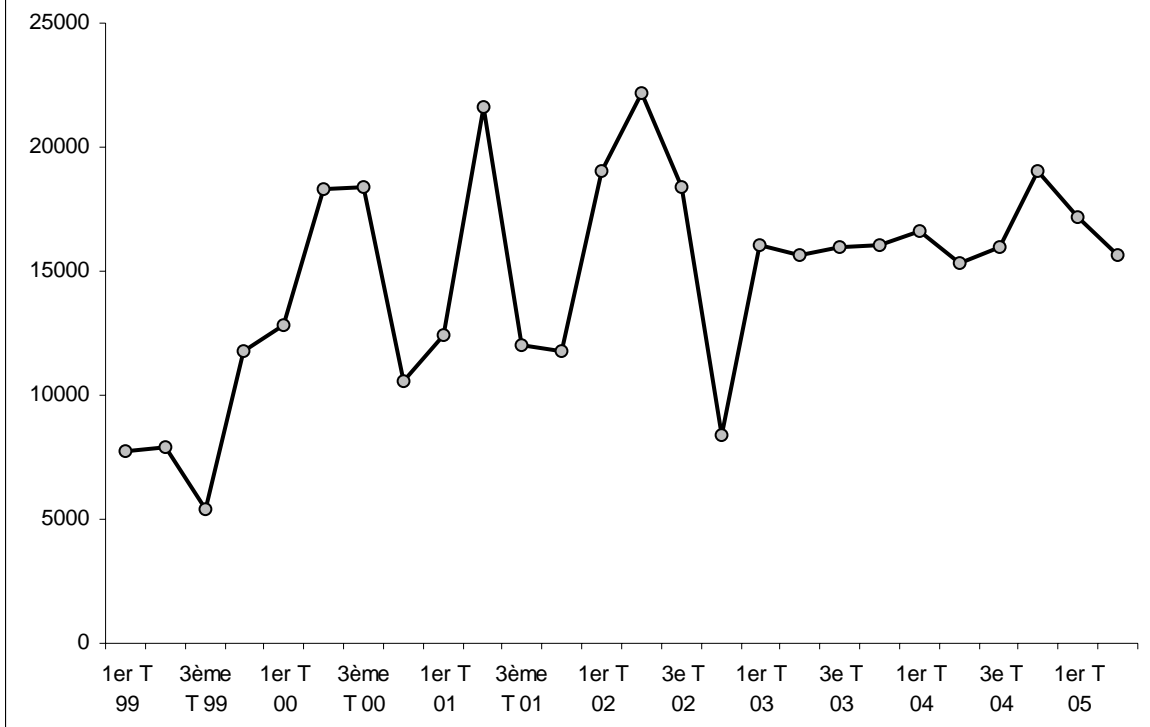
L'ONTD œuvre aussi pour améliorer la qualité des produits touristiques grâce à la mise en place d'un programme de formation aux métiers du tourisme.

En effet, l'ONTD a assuré une formation dans les domaines de l'accueil, de l'accompagnement et de la communication à de jeunes djiboutiens. Ces jeunes natifs des districts de l'intérieur sont aujourd'hui devenus des guides touristiques compétents.

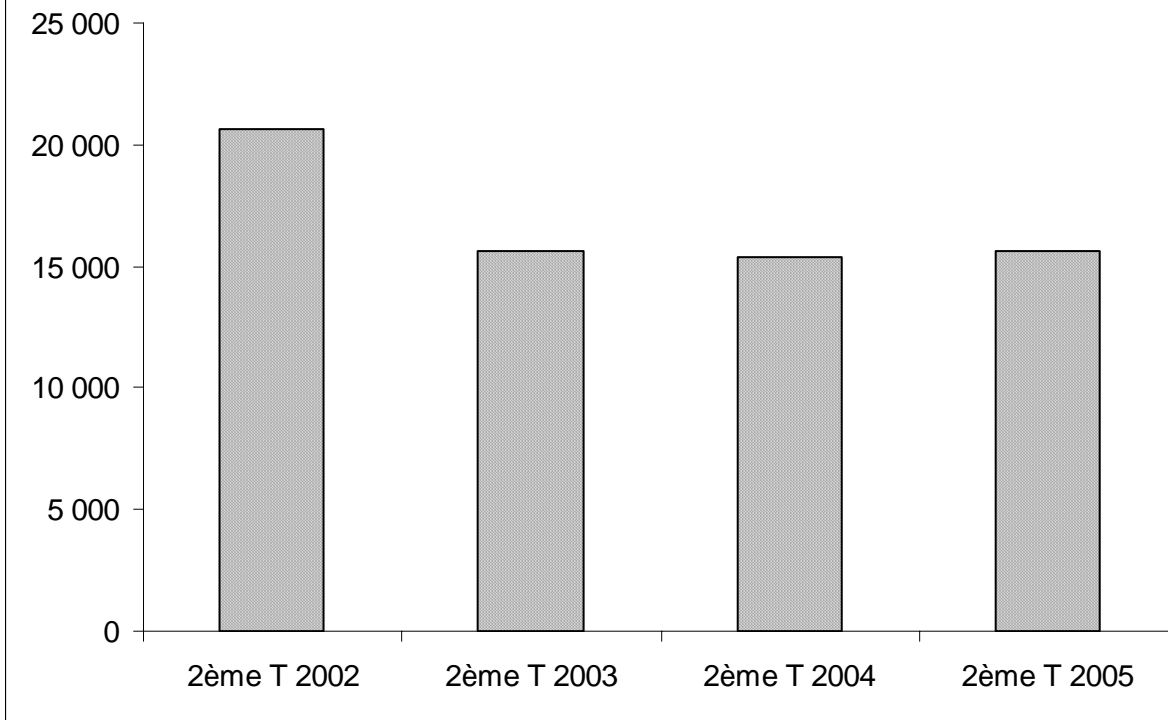
S'appuyant sur les besoins exprimés par les professionnels du tourisme, l'ONTD met en place un programme destiné à former des moniteurs de plongée sous-marine. Dans toutes ses actions, l'ONTD s'efforce de promouvoir les investissements dans le domaine du tourisme.

Toutes ces initiatives de l'ONTD ont permis à la destination touristique Djibouti d'être appréciée par de nombreux touristes et programmée par d'importants tours opérateurs.

Evolution de nombre de nuitées



Nombre de nuitées au 2ème Trimestre



III. La Création d'Activités et l'Emploi

1 - Création d'activités dans le secteur privé

Secteurs	Création 2 ^{ème} trimestre 04	Cessation 2 ^{ème} trimestre 04	Création nette 2004	Création au 2 ^{ème} trimestre 05	Cessation au 2 ^{ème} Trimestre 05	Création Nette 2005
Entrepreneurs BTP	18	4	14	25	6	19
Importateurs	4	2	2	12	1	11
Commerçants	16	5	11	19	14	5
Prestataires de Services	7	3	4	7	16	-9
TOTAL	45	14	31	63	37	26

Source : S/D Recettes Directes

Evolution de la part des différents secteurs dans la création d'activités

Secteurs	2 ^{ème} Trimestre 04	2 ^{ème} Trimestre 05
Entrepreneurs BTP	40 %	39,7%
Importateurs	8,8 %	19%
Commerçants	35,5 %	22,2%
Prestataires de Services	15,5 %	25,4%

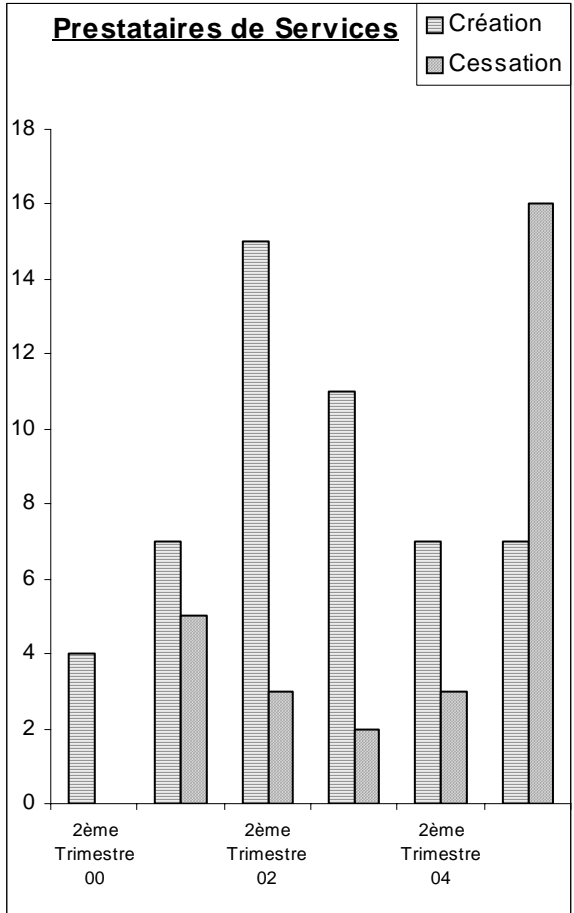
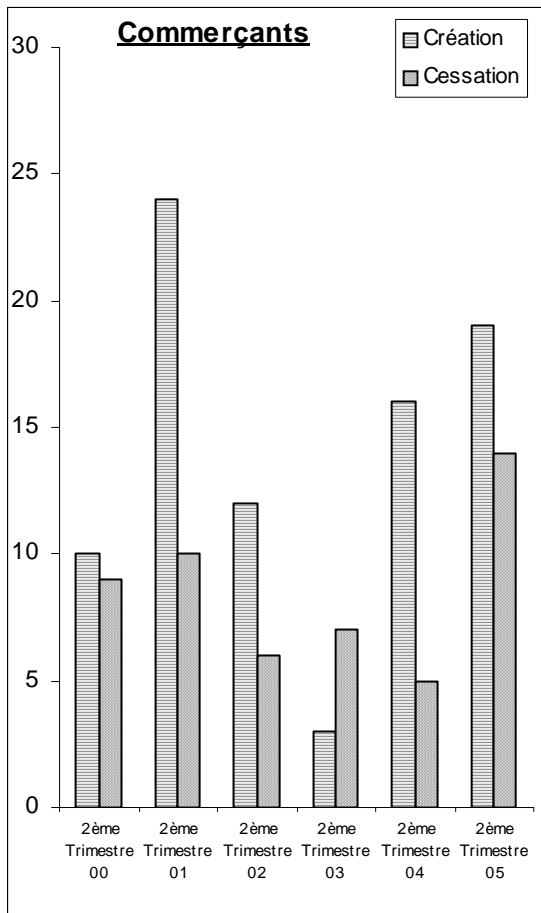
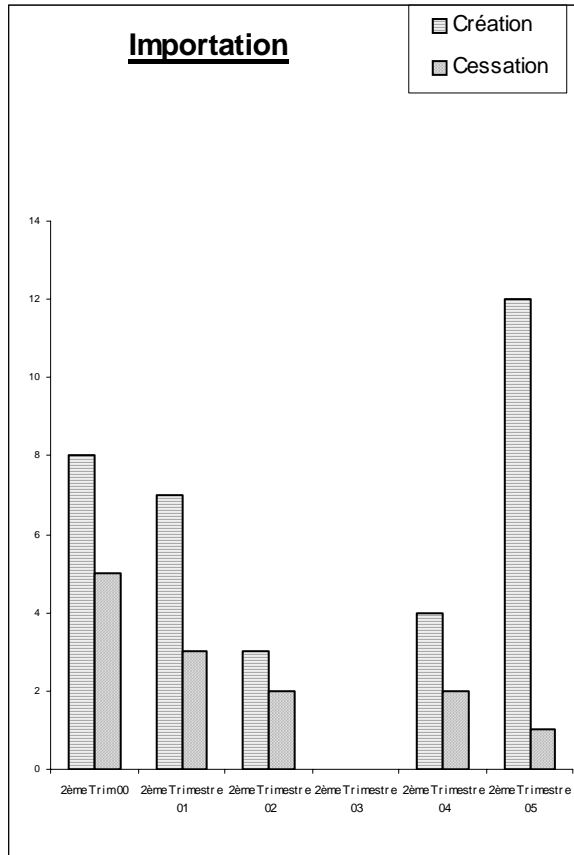
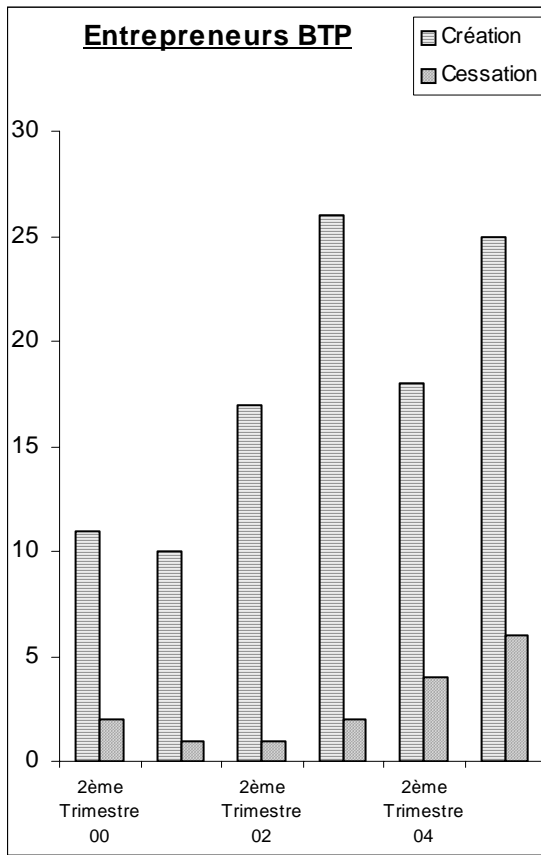
Au cours du deuxième trimestre de l'année 2005, il a été enregistré à la Sous direction des recettes directes 63 nouvelles demandes de patentes contre 37 cessations d'activités, soit une création nette de 26 activités.

En valeur absolue, la création d'activités a augmenté de 40% par rapport à celle du second trimestre 2004, mais parallèlement en termes de cessations on passe de 14 à 37 activités pour cette période de l'année.

La rubrique « Entrepreneurs du BTP » représente 39,7 % du total des créations d'activités et seulement 16% des cessations.

C'est la rubrique « Prestataires de services » qui arrive en second place avec 25,4 % du total des créations mais aussi 43% de cessations.

- Les rubriques « Commerçants » et « Importateurs » représentent respectivement 22,2% et 19% des créations d'activités au second trimestre 2005.



2 - L'Emploi

Evolution du nombre des salariés déclarés à l'OPS au 2^{ème} trimestre 2005

Secteurs	2 ^{ème} Trimestre 04		2 ^{ème} Trimestre 05		Part dans le total	
	Embauche	Licenciement	Embauche	Licenciement	Embauche 2 ^{ème} trimestre 04	Embauch e 2 ^{ème} trimestre 05
Secteur 0 Domestiques	18 18	96 96	25 25	76 76	20,4 %	9,9 %
Secteur 1 Industries Artisanats et Ateliers	16 5 11	0 0 0	68 0	31 8	18 %	26,8 %
Secteur 2 Bâtiments	9 9	14 14	47 47	8 8	10,2 %	18,6 %
Secteur 3 Commerce de détail Commerce en Gros Commerce spécialisé Commerce à activité multiple	29 0 0 28 1	16 3 1 12 0	26	35	33 %	10,3 %
Secteur 4 Activités Financières Entretiens et réparations Restaurations et Hôtelleries Autres activités (bur. Etude)	15 0 10 5 0	41 29 4 3 5	38	12	17 %	15 %
Secteur 5 - Transport maritime - Transport Terrestre - Manutentions et Transit - Communications	1 0 0 1	5 1 0 4 0	37	10	1 %	14,4 %
Secteur 6 - Organisme Sociaux	0 0	1 1	27 27	13 13	0 %	10,7 %
Secteur 7 - Budget National	0 0	0 0	0 0	0 0	0 %	0 %
Secteur 8 - Organismes Privés & Educatifs - Organismes Culturels	0	0	0	0 0	0 %	0 %
Secteur 9 - Ambassade & Représentation - Organismes Militaires (FFDJ) - Représentations divers	0	1 1 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 %	0 %
Etablissements Publics	0	0	0	0	0 %	0 %
TOTAL GENERAL	88	174	253	185	100%	100 %

Source : OPS

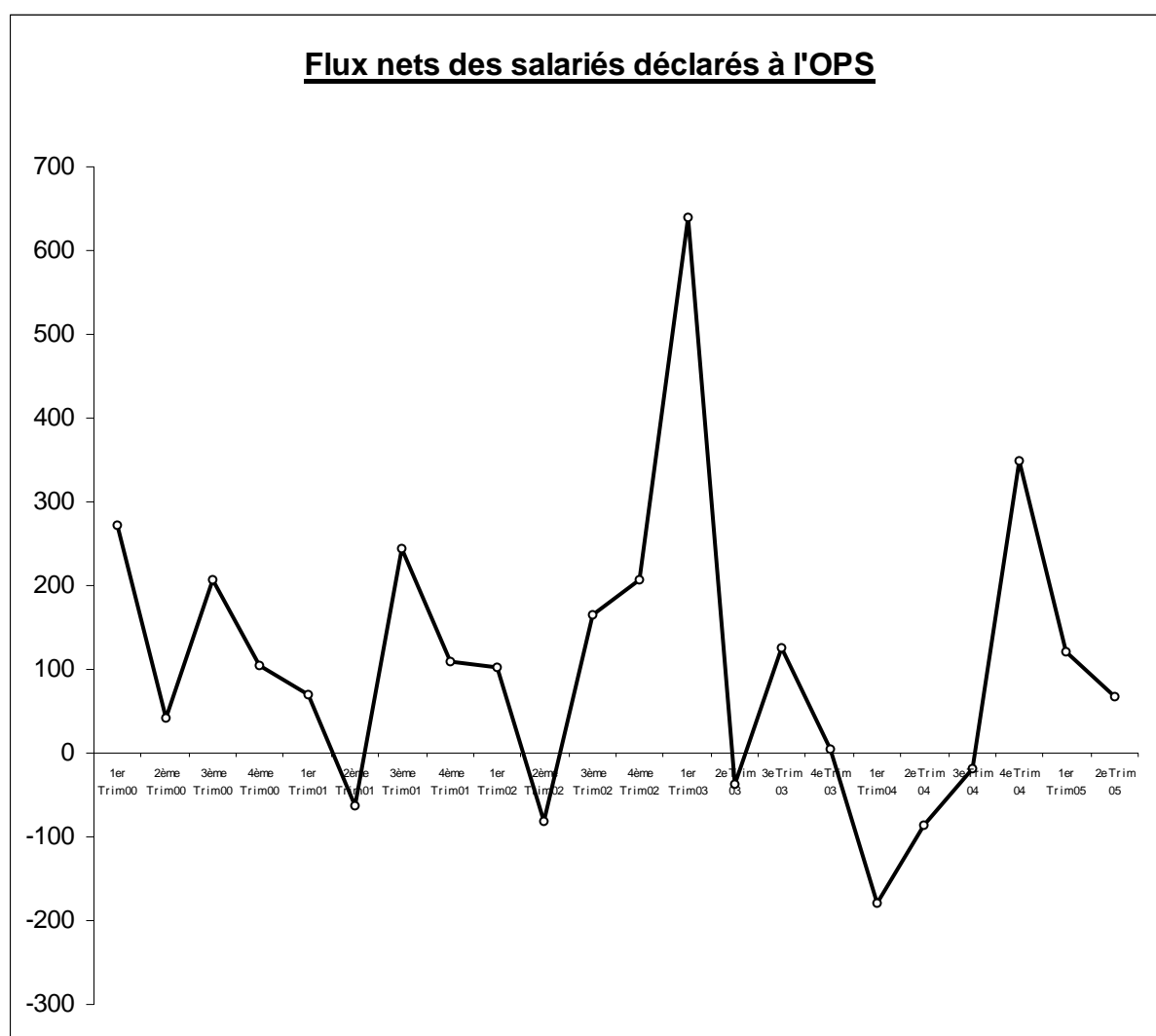
D'après les statistiques de l'OPS, il a été enregistré 253 emplois créés contre 185 suppressions, soit une création nette de 68 emplois pour le 2^{ème} trimestre 2005.

On note que le niveau d'emplois créés au cours du 2^{ème} trimestre 2005 a connu une hausse importante, puisque ce chiffre est trois fois plus élevé que celui constaté au cours de la même période en 2004.

Avec 68 emplois créés soit 26,8 % du total, le secteur 1 (industries, artisanats et ateliers) arrive en tête de la création. Ce secteur affiche 31 suppressions d'emplois et se classe en troisième position des emplois supprimés.

Le secteur du Bâtiment se situe en second position, avec 47 emplois créés (18,6% du total des emplois créés) et seulement 8 licenciements.

Le secteur 4 (restauration, hôtellerie, réparation et entretien) qui représente 15% du total et le secteur des transports (14,4% du total) enregistrent respectivement 38 et 37 emplois créés au 2^{ème} trimestres 2005 contre 12 et 10 emplois suspendus.



IV – Les prix à la consommation

Tableau récapitulatif de grands groupes des produits

Base 100 : Mars-Avril 1999

Code	LIBELLE DES FONCTIONS	Indice Juin 04	Indice Mars 05	Indice Juin 05	Variations en %	
					/3 mois	/12 mois
01	Produit alimentaires, boissons et tabac	109,6	111,4	111,1	- 0,3 %	+ 1,4 %
011	Produits alimentaires	101,6	105,8	104,0	- 1,7 %	+ 2,4 %
012	Boissons	96,9	96,9	97,6	+ 0,6 %	+ 0,7 %
013	Tabac	130,4	126,4	129,7	+ 2,6 %	- 0,5 %
02	Articles d'habillement et chaussants	97,4	97,0	96,1	- 1,0 %	- 1,4 %
03	Logement, eau, électricité, gaz et autres	108,1	115,6	119,0	+ 2,9 %	+ 10 %
04	Ameublement, équipes. ménager ,entretien	99,8	100,6	99,5	- 1,1 %	- 0,3 %
05	Santé	99,9	99,5	100,5	+ 1,0 %	+ 0,6 %
06	Transports	112,1	116,0	117,5	+ 1,5 %	+ 5,1 %
07	Loisirs, spectacles et culture	94,8	95,1	97,6	+ 2,6 %	+ 2,9 %
08	Enseignement	94,7	93,2	91,4	- 1,9 %	- 3,5 %
09	Hôtels, cafés, restaurants	106,8	109,9	110,1	+ 0,2 %	+ 3,1 %
10	Autres biens et services	94,4	101,4	101,2	- 0,2 %	+ 7,2 %
	INDICE GENERAL	107,4	110,4	110,9	+ 0,4 %	+ 3,3 %

Source : DISED

L'indice général des prix à la consommation a progressé de 3,3% sur une période d'une année et de 0,4% sur un trimestre.

- Parmi les produits qui ont connu des tensions inflationnistes sur une période de 12 mois on peut relever :
 - Les Produits Alimentaires : + 2,4 %
 - Le Logements, eau, électricité, gaz et autres : + 10 %
 - La Santé : + 0,6 %
 - Le Transport : + 5,1 %
 - Les Loisirs, spectacle et culture : + 2,9 %
 - Hôtels, cafés, restaurants : + 3,1 %
 - Autres biens et services : + 7,2 %

Certains produits ont vu leur indice baisser au cours de la même période :

- Tabac : - 0,5 %
- Ameublement, équipements ménagers : -0,3 %
- Enseignement : - 3,5 %

B. Le budget de l'Etat du 30 juin 2005

I- Les opérations financières de l'Etat

	En Millions FD		
	Juin 04	Juin 05	Variation
Recettes et Dons	19 340	19 997	+3,4 %
● Recettes budgétaires	16 350	16 832	+ 2,9 %
- impôts directs	5 460	5 673	+ 3,9 %
- impôts indirects	5 468	5 641	+ 3,1 %
- Enregistrement, vignette, timbres	707	591	- 16,4 %
- Contribution française assimilée aux taxes	1 788	1 956	+ 9,4 %
- Recettes non fiscales	2 928	2 922	- 0,2 %
● Dons officiels	2 990	3 165	+ 5,85 %
Dépenses totales	19 591	21 458	+ 9,5 %
● Dépenses courantes	15 064	15 913	+ 5,6 %
- Salaires	7 966	8 438	+ 5,9 %
- Matériel	3 956	4 266	+ 7,8 %
- Entretien	485	279	- 42,5 %
- Transferts	2 431	2 707	+ 11,3 %
- Intérêts	224	223	- 0,4 %
● Dépenses Sociales (financement extérieur)	1 736	1 967	+ 13,3 %
● Dépenses d'investissements	2 791	3 578	+ 28,2 %
- Financement Budgétaire	1 001	686	- 31,5 %
- Financement. Extérieur	1 790	2 892	+ 61,5 %
Solde base ordonnancement	- 251	- 1 461	+ 482 %
Recettes budgétaires – Dépenses courantes	+ 1 286	+ 919	- 28,5 %

Source : Trésor National et CAPAS

L'expansion budgétaire a un effet multiplicateur sur la demande globale et la production. Ainsi, la politique budgétaire qui est devenue le principal instrument de la politique économique a permis l'accroissement de la demande en rétablissant la confiance des acteurs économiques envers l'Etat.

Les politiques adoptées dans ce cas ont été : la régularisation des salaires, la non accumulation des arrières, l'avancement d'échelon pour certaines catégories de fonctionnaires, réforme de l'administration fiscale (baisse d'impôts, informatisation des services

I – Les opérations financières de l'Etat

1. Recettes et dons

Les recettes et dons au 30 Juin 2005 s'élèvent à **16,832 milliards FD** contre 16,350 milliards FD au 2^{ème} trimestre 2004, soit une légère augmentation de 3,4 %. Les performances en matière de recettes au deuxième trimestre 2005 sont globalement en ligne avec les prévisions. Les taux de réalisation à cette date pour les diverses recettes sont les suivants :

	Taux de réalisation	Budget 2005
Impôts directs	103%	11 024
Impôts indirects	95%	11 902
Recettes non-fiscales	104%	5 601
Dons	75,4%	8 396
Total	95%	

a) Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires qui s'établissent à **16, 832 milliards FD** ont connu une augmentation de 2,9% (plus 482 millions FD) par rapport au 2^{ème} trimestre 2004. Tous les postes de recettes ont connu une croissance à l'exception du poste « Enregistrement, vignette et timbre ».

- **Les impôts directs** encaissés au 30 juin 2005 s'élèvent à **5,673 milliards FD** et sont en hausse de 3,9 % sur une période d'une année. Les différentes composantes des impôts directs qui ont contribué à cette augmentation sont les impôts sur « les Sociétés » avec une hausse 52%, l'impôt sur les Taxes et Prestations de Services (TPS) avec un accroissement de 53,5% et aussi l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux & non

commerciaux qui a enregistré un recouvrement important puisqu'il passe de 17 millions FD au 2^{ème}2004 à 129 millions FD à fin juin 2005.

Les impôts qui ont baissé au 30 juin 2005 sont les recettes au titre de la patente et licences (-18%) et les recouvrements d'impôts fonciers avec 423 millions FD en juin 2005 (- 11%).

- **Les impôts Indirects** qui se chiffrent à **5,641 milliards FD** ont connu le même rythme de croissance que les impôts directs avec 3,1% de hausse par rapport à l'année dernière. Cette augmentation provient essentiellement des recettes au titre de la de la Taxe Intérieure de Consommation de 3, 658 milliards FD (+4%) et de la surtaxe sur les alcools qui a rapporté 161 millions FD (+13,4%). Par contre, la surtaxe sur le khat soit 1,181 milliards FD a diminué de 2,5% sur cette période.
- **L'impôt sur l'Enregistrement & Vignettes et Timbres** qui se monte à 591 millions FD accuse une baisse de 16,4% comparé à juin 2004. Cette baisse provient de la rubrique de l'Enregistrement et vignettes (-27%).
- Quant aux **recettes non fiscales** qui s'élèvent à 2,922 milliards FD, elles enregistrent une très légère baisse de 0,2% qui est due essentiellement aux revenus des domaines (-59%) et notamment les revenus immobiliers (-70%). Les recettes des valeurs mobilières sont nulles au 30 juin 2005, alors qu'elles étaient de 180 millions FD à la même période l'année dernière.

b) Les dons officiels

Avec un montant de **3,165 milliards FD** au 30 juin 2005, les dons officiels reçus se sont améliorés de 5,85 % sur une période d'une année. Ce sont essentiellement les dons au titre des projets d'investissement publics qui ont fortement progressé de 87%, sachant qu'ils représentent 40% du total des dons.

2. Les dépenses

Les dépenses totales de l'Etat au 30 juin 2005 ont atteint **21,457 Milliards FD** soit une hausse de 9,5 % par rapport à l'année passée. Cette augmentation a pour origine la hausse des dépenses courantes (plus 849 millions FD) et des dépenses d'investissements (plus 787 millions FD).

a) Les dépenses courantes

Les dépenses courantes qui se montent à **15,913 milliards FD** ont vu leur part augmenter de 5,6%. On assiste à une augmentation de toutes les composantes des dépenses courantes : la rubrique « salaires » a augmenté de 5,9% avec un montant de 8,438 milliards FD, dû à l'avancement d'échelon de certaines catégories des fonctionnaires, de même que le poste « Matériel » qui totalise un montant de 4,266 milliards FD et enregistre une hausse de 7,8%. Le poste « Transferts » qui se fixe à 2,431 milliards FD a connu une augmentation de 11%.

b) Les dépenses Sociales

Les dépenses sociales sur financement extérieur s'élèvent à 1,736 milliards FD au 30 Juin 2005 et affichent une hausse de 13% par rapport à la même période de l'année 2004. Ces dépenses ont financé des projets sociaux dans le domaine de la Santé, de l'Education et des projets de lutte contre la pauvreté tel que l'Adetip.

c) Les dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissements publics qui s'établissent à 3,578 milliards FD au 30 Juin 2005 ont connu une hausse importante de 28% en un an. Cette hausse résulte essentiellement de la forte augmentation des dépenses sur financement extérieur qui représentent 80% des dépenses d'investissements et qui ont vu leur montant de 61% ; alors que la contrepartie de l'Etat a diminué de 31% sur un an.

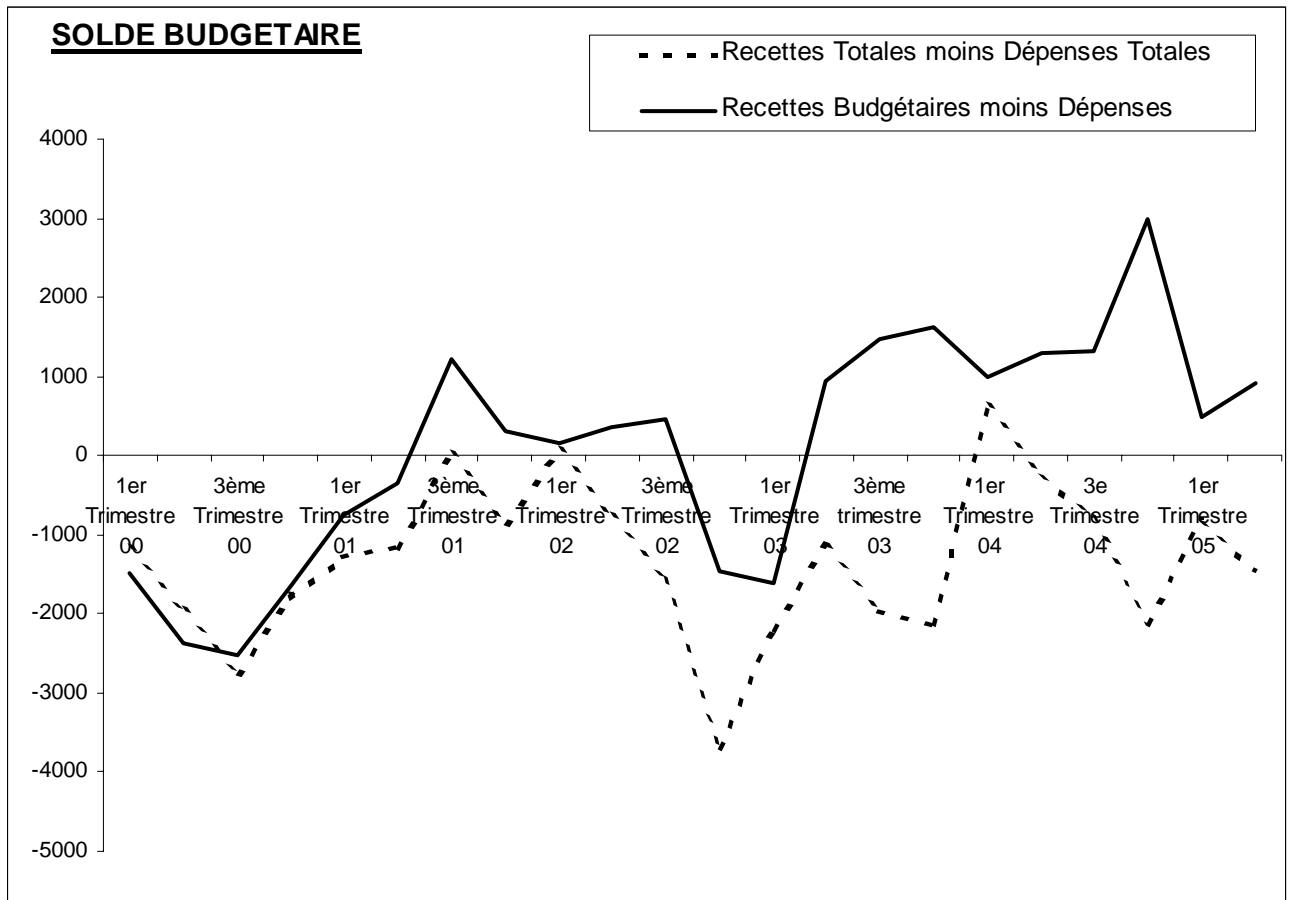
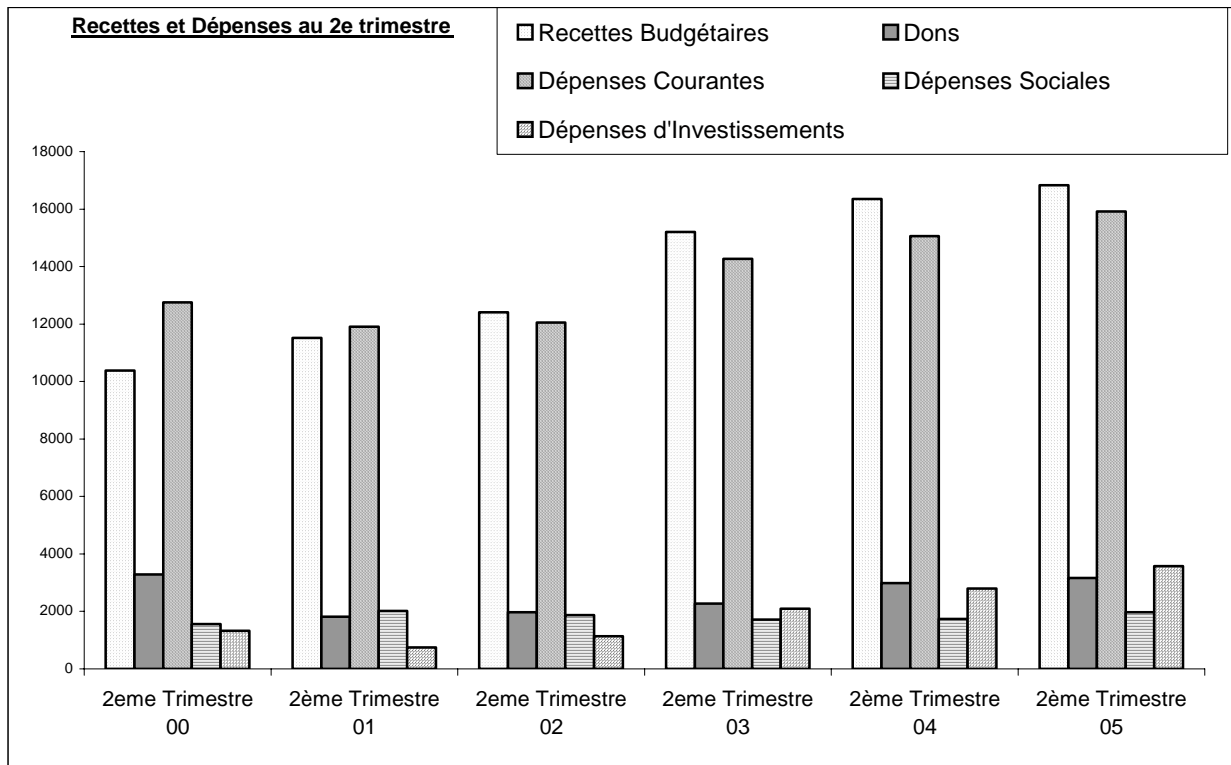
3. Le solde budgétaire

La hausse des recettes totales de 3,4% et celles des dépenses totales de 9,5% se sont traduites par un important déficit budgétaire sur base ordonnancement de 1,461 milliards FD contre un déficit de 251 millions FD pour la même période en 2004. et c'est dû à l'accroissement de dépenses d'investissements et dépenses sociales sur financement extérieur.

Le solde budgétaire intérieur a dégagé au 30 juin 2005 un excédent de 919 millions de FD, 28% moins que l'année dernière à la même période.

Financement de déficit budgétaire

Le déficit sur base caisse est financé à hauteur de 140% par financement extérieur notamment par emprunts nets et dons. Ce mode de financement n'entraîne pas d'inflation mais on doit faire attention aux charges récurrentes.



II. Les Investissements Publics au 30 Juin 2005

Tableau récapitulatif des décaissements relatifs aux projets d'Investissements

SECTEURS	En millions FD			
	Décais 30-06-04 (1)	Décais 30-06-05 (2)	% dans le total (1)	% dans le total (2)
Secteur Primaire	35	96	1,7 %	2,96 %
Hydraulique rurale	0	301	0	8,99 %
Infrastructures et Equipements Publics	478	501	23,7 %	14,9 %
Urbanisme et Habitat	722	595	35,8 %	17,78 %
Energie	0	40	0	1,19 %
Affaires sociales	223	609	11,5 %	18,20 %
Education	191	550	9,4 %	16,43 %
Santé	316	612	15,6 %	18,29 %
Appui à la Gestion de l'Economie	48	42	2,3 %	1,25 %
TOTAL	2 013	3 346	100 %	100 %

Source : Direction de l'Economie et Direction du Financement Extérieur

Les décaissements au titre des projets d'investissements publics financés sur ressources extérieures au premier semestre 2005 s'élèvent à 3,346 milliards FD, soit une hausse de 66% par rapport aux décaissements de l'année dernière à la même période.

Cette hausse importante s'explique principalement de la manière suivante :

- L'exécution en 2005 des activités liées à la réhabilitation de l'ensemble des infrastructures socio-économiques (écoles, routes, lits de rivières) au profit des populations victimes des inondations d'Avril 2004 ont contribué à la hausse de décaissements. Ces activités qui comportent également un volet relatif à la gestion des catastrophes se sont réalisées 'effectuent avec l'appui des différents partenaires de développement (IDA, FADES).
- Le démarrage en début d'année, d'un certain nombre de projets déjà programmés en 2004 :

- i. le projet de construction de 23 forages équipés de pompes solaires essentiellement en zone rurale et financé par le Fonds Saoudien de Développement ;
- ii. le projet eau/énergie cofinancé par l'IDA et le FEM visant l'identification et la promotion d'énergies renouvelables en République de Djibouti.

Concernant la répartition sectorielle, on note l'importance des projets sociaux (Education, santé, et lutte contre la pauvreté), qui absorbent plus de 53 % des ressources allouées aux investissements publics.

Il s'agit pour l'Education de la poursuite de l'amélioration de la capacité d'accueil des établissements scolaires primaires et secondaires sur l'ensemble du territoire à travers les projets financés par la Banque Mondiale et le Japon. Ces projets sont en voie d'achèvement.

Pour la Santé, on note la poursuite des actions visant le développement de ce secteur ainsi que celles liées à la lutte contre le VIH Sida, la Malaria et la Tuberculose financés par la Banque Mondiale.

Les secteurs des infrastructures routières, de l'urbanisme et du logement arrivent en seconde position avec près de 33% des décaissements.

Il s'agit de la fin des travaux de la construction de 800 logements (cité Hodane) financés par le FADES et le Fonds d'Abu-dhabi, ainsi que la réhabilitation des rocaes urbaines avec l'appui du FED.

C - La situation monétaire au 2^{ème} trimestre 2005

I - Evolution des principaux agrégats monétaires

(BCD, Banques en activités et Trésor)

En Millions FD

Composantes	Jun 2004	Mars 2005	Jun 2005	Variation sur 3 mois	Variation sur 1 ans
Monnaie Fiduciaire	12 275	12 694	12 847	+ 1,2 %	+ 4,7 %
Dépôts à vue en FD	26 445	30 554	29 458	- 3,6 %	+ 11,4 %
- dans les banques	21 525	25 634	24 538	- 4,3 %	+ 14 %
- au trésor	4 920	4 920	4 920	-	-
Dépôts à terme en FD	8 906	9 111	9 155	+ 0,5 %	+ 2,8 %
Total dépôts en FD	35 351	39 665	38 613	- 2,7 %	+ 9,2 %
Dépôts en devises	38 926	43 379	48 830	25,4 %	+ 25 %
- à vue	12 785	12 916	12 240	- 5,2 %	- 4,2 %
- à terme	26 141	30 463	36 590	+ 20,1 %	+ 40 %
Total Masse Monétaire	86 552	95 738	100 290	- 4,7 %	+ 15,8 %

Source: BCD

La masse monétaire au 30 juin 2005 s'établit à 100,290 milliards FD et enregistre une hausse de 15,8% en un an. Les dépôts en devises ont nettement contribué à cette progression.

a) La Monnaie Fiduciaire (billets et pièces) : 12,847 milliards FD

Les billets et pièces en circulation au cours du deuxième trimestre 2005 ont progressé de 4,7% par rapport au montant de la même période en 2004. On note également une légère hausse de 1,2% sur une période de trois mois.

La part de la monnaie fiduciaire dans le total de la masse monétaire a par contre diminué en passant de 14,2% à 12,8% d'une année à l'autre.

b) Les Dépôts en Francs djiboutiens : 36,613 milliards FD

Les dépôts en monnaie nationale ont augmenté de 9% comparés à leur niveau de juin 2004. Cette hausse résulte essentiellement de la bonne tenue des

dépôts à vue (80% des dépôts en FD) qui se sont accrus de 11,4%, alors que les dépôts à terme en FD n'ont augmenté que 2,8% sur une année.

La part des dépôts en FD dans la masse monétaire qui s'élève à 38,5% connaît un léger fléchissement par rapport à celle de juin 2004 qui était de 40,8%.

c) Les dépôts en devises : 48,830 milliards FD

Les dépôts en devises sont le principal agrégat qui est à l'origine de la hausse de la masse monétaire. En effet, ces dépôts ont augmenté de 25% sur une période d'un an et de 12% sur un trimestre.

Ce sont essentiellement les dépôts en devises à terme qui ont le plus progressé (+40% sur 12 mois), alors que les dépôts à vue ont reculé de 4,5%. La part des dépôts en devises dans la masse monétaire est passée de 45% à 48% d'une année à l'autre.

II - Les Contreparties de la Masse Monétaire

Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédit Intérieur - Autres Postes Nets

Composantes	En Millions FD				
	Juin 2004	Mars 2005	Juin 2005	Variation sur 3 mois	Variation sur 1 ans
Avoirs extérieurs nets	66 423	73 983	76 808	+ 3,8 %	+ 15,6 %
● Autorités Monétaires	14 230	11 463	11 722	+ 2,3 %	- 17,6 %
● Banques Commerciales	52 193	62 520	65 086	+ 4,1 %	+ 24,7 %
Crédits intérieurs	35 103	35 890	36 465	+ 1,6 %	+ 3,8 %
● créances sur l'Etat	9 917	10 173	9 632	- 5,3 %	- 2,9 %
● crédit à l'économie	25 186	25 717	26 833	+ 4,3 %	+ 6,5%
- aux entreprises publiques	1 197	1 142	1 093	- 4,3 %	- 8,7 %
- au secteur privé	23 989	24 575	25 740	+ 4,7 %	+ 7,3 %
Autres postes nets	-14 975	- 14 135	- 12 983	- 13,1 %	- 13,3 %
Total Masse monétaire	86 552	95 738	100 290	+ 4,8 %	+ 16 %

Au 30 juin 2005, les contreparties de la masse monétaire ont évolué comme suit :

a) Les Avoirs Extérieurs Nets : 76, 808 milliards FD

Les Avoirs Extérieurs Nets ont enregistré une progression annuelle de 15,6% sous l'impulsion des avoirs extérieurs nets des banques commerciales qui ont connu une hausse importante de 24,7% et représentent 85% des Avoirs extérieurs. Par ailleurs, les Avoirs des Autorités monétaires ont reculé de 17% au cours de la même période.

b) Le Crédit Intérieur : 36,465 milliards FD

Le crédit intérieur a augmenté de 3,8% par rapport à son niveau de juin 2004, il a également connu une légère hausse de 1,6% sur un trimestre.

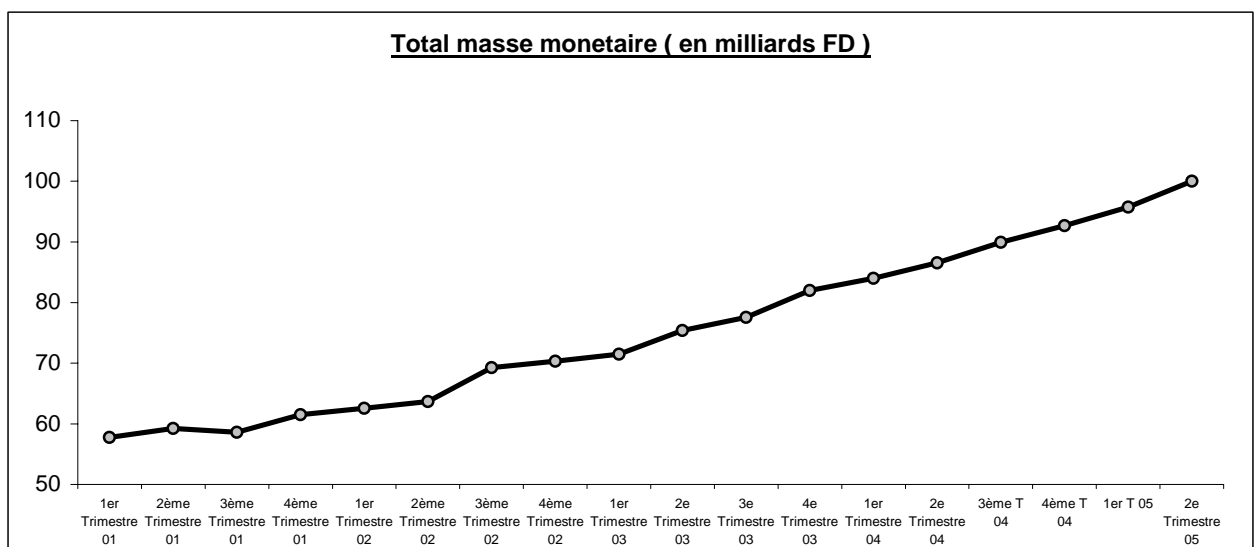
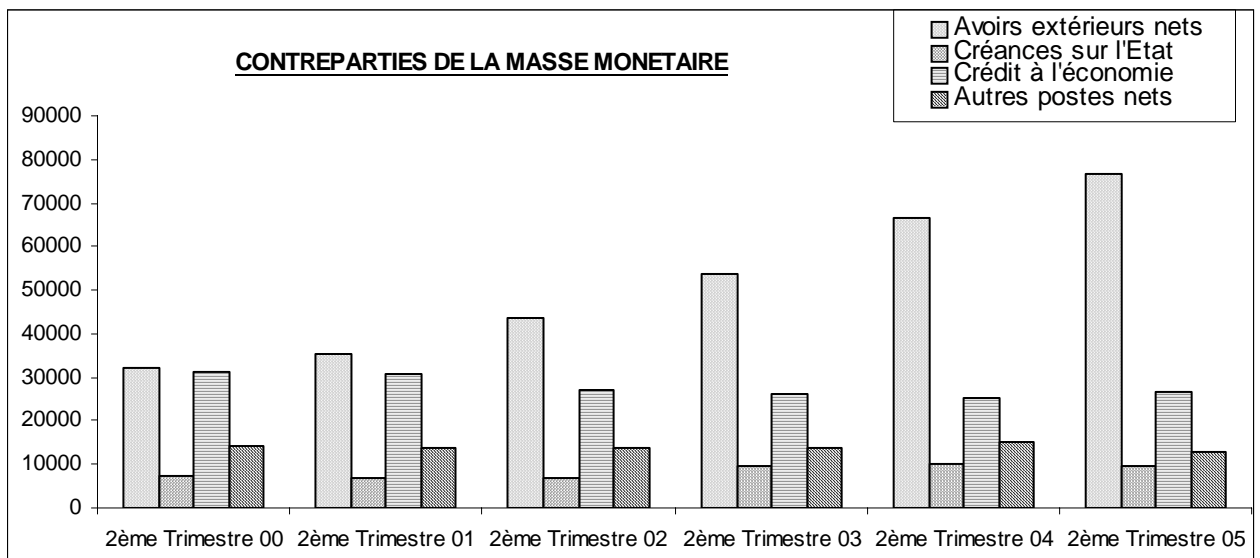
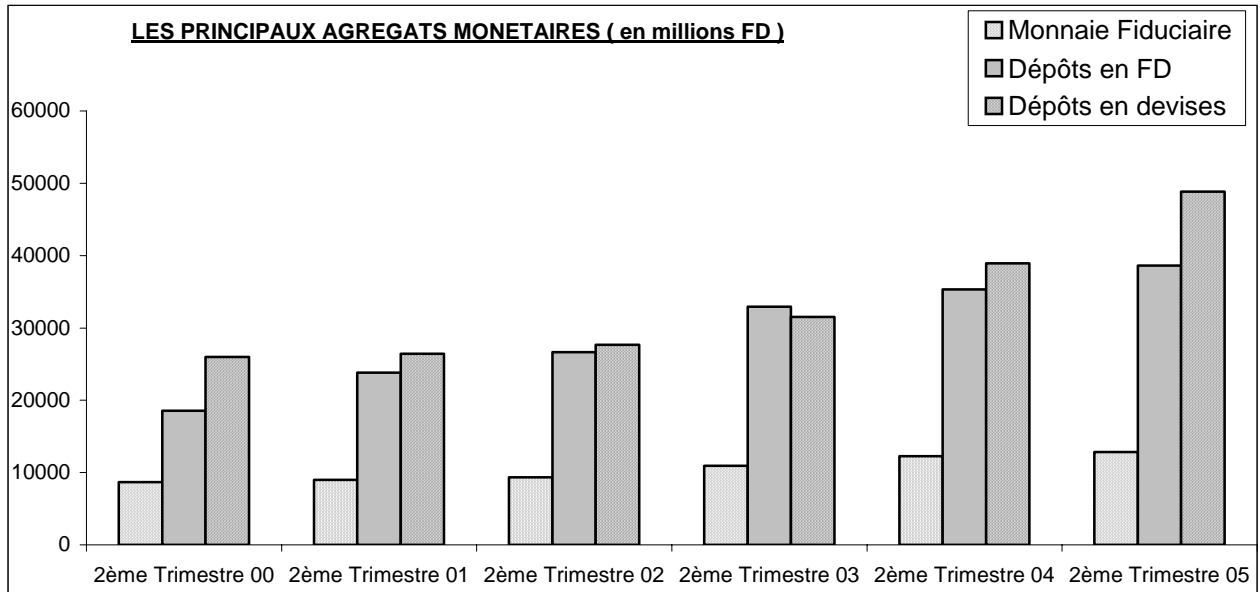
Le crédit à l'Economie qui représente 73% du crédit intérieur a progressé de 6,5% comparé au montant accordé au cours de la même période en 2004, ce crédit est également en hausse de 4,3% entre mars et juin 2005.

Parallèlement, le crédit net alloué à l'Etat, soit 9,632 milliards FD est en diminution de 2,9% en un an et de 5,3% sur un trimestre. Ce désendettement de l'Etat a permis au secteur privé de bénéficier du crédit bancaire.

Structure de la contrepartie de la masse monétaire

Composantes	Juin 2004	Mars 2005	Juin 2005
Avoirs extérieurs nets	76,7 %	77,3 %	76,5 %
Crédit intérieur	40,5 %	37,5 %	36,3 %
• créances sur l'Etat	11,6 %	10,6 %	9,6 %
• Crédits à l'économie	28,9%	26,9 %	26,7 %
Autres postes nets	- 17,3%	- 14,7 %	- 12,9 %
Total Masse Monétaire	100%	100 %	100 %

Source : BCD



Aperçu de l'Environnement Economique International

Au cours du deuxième trimestre 2005, la conjoncture économique mondiale est demeurée bien orientée, en dépit de la hausse des cours du pétrole. La croissance économique mondiale a été essentiellement tirée par les Etats-Unis, la Chine et, dans une moindre mesure, le Japon.

L'économie de la zone euro est restée affectée par l'atonie de l'abatement demande intérieure. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le rythme d'expansion de l'économie mondiale ressortirait à 4,3% en 2005 contre 5,1% en 2004. Les tensions inflationnistes se sont atténuées, en relation avec le resserrement des politiques monétaires, notamment aux Etats-Unis.

Sur les marchés des changes, la dépréciation de l'euro par rapport aux principales devises du système monétaire international, en particulier le dollar des Etats-Unis, s'est poursuivie, tandis que des évolutions divergentes ont été enregistrées sur les marchés financiers.

I- CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES

Aux Etats-Unis, le produit intérieur brut a augmenté de 3,6%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2005, soit le même niveau que le trimestre précédent. Cette évolution témoigne de la bonne tenue de la demande intérieure. La consommation des ménages s'est accrue de 3,3%, tandis que les investissements ont connu une hausse de 9%, en accélération par rapport au premier trimestre 2005. Cette bonne tenue de l'activité s'est reflétée sur l'emploi, le taux de chômage s'étant établi à 5% en juin 2005 contre 5,2% en mars 2005.

Le taux d'inflation est ressorti à 2,5%, en glissement annuel, en juin 2005, contre 3,1% en mars. Cette décélération traduit notamment l'atténuation de l'inflation importée, induite par l'appréciation du dollar et le ralentissement du rythme de progression de la consommation des ménages par rapport au premier trimestre 2005.

Le solde commercial a affiché un déficit de 171,2 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre 2005, soit une diminution de 2,2% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec la hausse de 12,6% des exportations et une contraction des importations.

La politique monétaire de la Réserve fédérale américaine a été marquée, au cours du deuxième trimestre 2005, par un relèvement, à deux reprises, des taux d'intérêt de 25 points de base, portant le taux des Fed funds et le taux d'escompte respectivement à 3,25% et 4,25%. Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt à trois mois se sont tendus de 41 points de base, en moyenne, par rapport à leur niveau du mois de mars 2005 pour ressortir à 3,40% en juin 2005. En revanche, les rendements moyens des emprunts publics à 10 ans se

sont inscrits en baisse de 49 points de base durant la même période, pour s'établir à 4,04%, en moyenne, en juin 2005.

Sur le marché des changes, le dollar des Etats-Unis s'est apprécié de 6,7%, par rapport à l'euro entre le 31 mars et le 30 juin 2005, sous l'effet notamment du différentiel de rendement favorisant l'afflux de capitaux sur les places américaines.

Dans la zone euro, la croissance du produit intérieur brut est estimée à 0,3% au deuxième trimestre 2005 contre 0,5% au trimestre précédent. En glissement annuel, l'activité économique a connu une hausse de 1,2%, après 1,4% au premier trimestre 2005. La zone a continué de pâtir de la faiblesse de la demande intérieure.

En Allemagne, le produit intérieur brut a stagné d'un trimestre à l'autre, après une augmentation de 0,8% au premier trimestre 2005. L'économie allemande s'est ressentie principalement des contre-performances du commerce extérieur.

En France, le produit intérieur brut a augmenté de 0,1% au cours du deuxième trimestre 2005, après 0,4% au trimestre précédent. L'évolution de l'activité est essentiellement imputable à la hausse des dépenses publiques (+0,3%). Toutefois, la croissance s'est ressentie de la baisse de 0,3% de la consommation des ménages contre +0,8% au premier trimestre 2005. De même, l'investissement des entreprises s'est inscrit en recul de 1,2% contre une progression de 1,9% durant les trois premiers mois de l'année 2005.

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à 8,7% en juin 2005 contre 8,8% en mars 2005.

L'inflation dans la zone euro est ressortie à 2,1%, en glissement annuel, en juin 2005, soit le même taux qu'en mars 2005. Cette hausse traduit essentiellement l'impact de la flambée des prix du pétrole, accentuée par la dépréciation de l'euro durant la période sous revue.

La balance commerciale a été excédentaire de 11,2 milliards d'euros au cours du deuxième trimestre 2005, après un solde positif de 6,1 milliards d'euros au cours du premier trimestre 2005. Cette progression est liée notamment à la bonne tenue des exportations, induite par la dépréciation de l'euro par rapport aux autres principales devises.

La Banque Centrale *Européenne* a maintenu inchangés ses taux d'intérêt au cours de la période sous revue. Le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et le taux relatif à la facilité de dépôt sont restés fixés respectivement à 2,0%, 3,0% et 1,0%. Le statu quo monétaire est motivé par la nécessité de prévenir les tensions inflationnistes et la conviction des autorités monétaires sur le fait que la relance des économies de la zone euro réside dans le renforcement des réformes structurelles.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises, en raison des effets conjugués de la persistance de la morosité de la conjoncture dans la zone euro, de la faiblesse des rendements des actifs libellés en euro et de l'impact négatif du rejet du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Ainsi, l'euro s'est établi à 1,2092 dollar au 30 juin 2005, soit une dépréciation de 6,7% par rapport à son niveau du 31 mars 2005. La monnaie unique européenne s'est négociée à 133,95 yens au 30 juin 2005, soit un repli de 3,24% par rapport à son niveau du 31 mars 2005. Vis-à-vis de la livre sterling, elle est ressortie à 0,6742 unité pour un euro au 30 juin 2005, en baisse de 2,0% sur trois mois.

Au Japon, le produit intérieur brut a augmenté de 1,5%, en glissement annuel, contre 1,0% au trimestre précédent. En variation trimestrielle, la croissance économique est passée de 1,3% au premier trimestre 2005, à 0,3% au trimestre suivant. L'activité a été essentiellement tirée par l'investissement, ressorti en hausse de 2,2% et la consommation des ménages qui a connu une hausse de 0,7%. Le taux de chômage s'est établi à 4,2% en juin 2005, soit son niveau le plus bas depuis sept ans. En mars 2005, il était ressorti à 4,5%.

L'indice des prix à la consommation a connu une baisse de 0,5%, en glissement annuel, contre 0,2% en mars 2005.

L'excédent commercial est ressorti à 2.250 milliards de yens au cours du deuxième trimestre 2005, soit une baisse de 6,4%, sous l'effet de la hausse des importations en provenance de Chine.

Sur le marché des changes, le yen est ressorti à 133,95 unités pour un euro au 30 juin 2005, soit une appréciation de 3,24% comparé à son niveau du 31 mars 2005.

Au Royaume-Uni, le produit intérieur brut s'est accru de 0,4% au deuxième trimestre 2005, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. En glissement annuel, l'activité économique a augmenté de 1,7% contre 2,1% au premier trimestre 2005. Cette progression est essentiellement tirée par les sous-secteurs de la construction et des services, respectivement en hausse de 2,8% et 2,5%. En revanche, l'activité des industries manufacturières a fléchi d'un trimestre à l'autre. Le taux de chômage a connu une légère remontée passant de 2,7% en mars 2005 à 2,8% en juin.

Le taux d'inflation a enregistré une baisse, pour se situer, en glissement annuel, à 2,2% en juin 2005, après 2,4% en mars 2005.

Le déficit commercial s'est, pour sa part, chiffré à 14,2 milliards de livres sterling au cours du deuxième trimestre 2005, en aggravation de 4,1 milliards par rapport à son niveau du trimestre précédent.

Sur le marché des changes, la livre sterling s'est établie à 0,6742 unité pour un euro au 30 juin 2005, soit une appréciation de 2,0% par rapport à son niveau au 31 mars 2005.

II - CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays en développement, la bonne tendance de l'activité devrait se consolider en 2005, à la faveur notamment de la hausse des cours des produits de base, des progrès enregistrés dans les réformes économiques et de l'expansion du commerce mondial.

Les pays d'Asie devraient enregistrer un taux de croissance de 7,4% en 2005, après 8,2% en 2004. Cette évolution traduirait l'impact de la hausse des revenus dans la région et l'accroissement de 30% de la demande d'importations chinoises. Le taux d'inflation de la région s'établirait à 3,9%, en glissement annuel, en 2005 contre 4,2% en 2004.

En Chine, le produit intérieur brut s'accroîtrait de 8,5% en 2005 contre 9,5% en 2004. La production industrielle et les investissements sont demeurés bien orientés. En juin 2005, le taux d'inflation est ressorti à 1,6%.

En Corée du Sud, le produit intérieur brut est attendu en hausse de 3,6% en 2005, soit la même progression qu'en 2004. Les exportations demeureraient le principal moteur de l'activité, en raison de la bonne tenue des ventes en Chine. L'économie tirerait profit également de la vigueur du secteur industriel et de l'impact des délocalisations dans le secteur de l'électronique.

En Malaisie, le taux de croissance du produit intérieur brut s'établirait à 6,0% en 2005, en repli par rapport au taux de 7,1% enregistré en 2004. Tirée par les dépenses publiques, la consommation des ménages demeurerait, tandis que les exportations de composants électroniques resteraient sur une tendance favorable.

En Amérique latine, la conjoncture serait impulsée par la bonne tenue du commerce intra régional et la vigueur de l'économie américaine. Le taux de croissance est attendu à 4,1% en 2005 contre 5,7% en 2004. Toutefois, la progression du PIB reste tributaire du maintien du rythme des réformes économiques. L'inflation est attendue à 6,0% en 2005, après 6,5% un an plus tôt.

Dans les économies d'Europe du Centre et de l'Est, la croissance du produit intérieur brut, estimée à 6,1% en 2004 est prévue à 4,5% en 2005. Les exportations et la demande intérieure demeureraient les principales locomotives de cette croissance. L'indice des prix à la consommation devrait augmenter de 5,2% en 2005, après 6,6% en 2004.

En Russie, la croissance économique s'établirait à 6,0% en 2005, après 7,1% en 2004. Cette progression de l'activité serait liée essentiellement au secteur pétrolier. Toutefois, le maintien du rythme de croissance pourrait se ressentir du climat d'investissement caractérisé par une relative instabilité et des incertitudes sur le respect de l'état de droit et du droit de propriété.

En Hongrie, le taux de croissance du produit intérieur brut se situerait à 3,7% en 2005, après 4,0% en 2004, en liaison avec la hausse des dépenses publiques.

En Afrique, la croissance économique devrait s'établir à 5,0% en 2005, après 5,1% en 2004. L'évolution du produit intérieur brut serait imputable à l'impact de la bonne orientation de l'économie mondiale, à la hausse des cours mondiaux du pétrole et des métaux ainsi qu'à une augmentation significative de l'aide publique au développement. Pour sa part, l'inflation s'est située à un niveau historiquement bas de 7,7% en 2004, témoignant des progrès enregistrés dans l'assainissement du cadre macro-économique.